

Étude des crédits 2023-2024

Renseignements généraux de l'opposition officielle **et** **Renseignements particuliers des oppositions**

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2023

Étude des crédits 2023-2024

Renseignements généraux de l'opposition officielle

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2023

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

Endroit	Du	Au	But du voyage	Frais de déplacement	Frais d'hébergement	Frais de repas	Coût total
Toronto, Ontario	20 septembre 2022	21 septembre 2022	Participation à la conférence Canadian Stewardship	751 \$	2 023 \$	80 \$	2 855 \$
Vancouver, Colombie-Britannique	26 septembre 2022	30 septembre 2022	Participation à la conférence et à l'Assemblée générale annuelle du National Zero Waste Council	1 462 \$	2 080 \$	272 \$	3 814 \$
Jasper, Alberta	18 octobre 2022	21 octobre 2022	Participation au Recycling Council of Alberta (RCA)	817 \$	- \$	40 \$	857 \$
Toronto, Ontario	30 octobre 2022	02 novembre 2022	Participation à la rencontre annuelle des membres du Conseil d'administration de l'Association canadienne des agences gouvernementales de recyclages de pneus (CATRA)	641 \$	1 642 \$	65 \$	2 348 \$
Ottawa, Ontario	09 février 2023	10 février 2023	Participation à la conférence sur les collectivités durables de la Fédération canadienne des municipalités (FCM)	198 \$	311 \$	78 \$	586 \$
Total				3 869 \$	6 056 \$	535 \$	10 461 \$

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18). Inscrive le lien Internet. En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;

Aucun voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec pour 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° G03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

POUR 2022-2023 :

PUBLICITÉ			
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
ASSOCIATION ÉTUDIANTE DE L'UNIVERSITÉ MCGILL	Publicité dans manuel de l'étudiant	1 190 \$	Avec contrat
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FMQ)	Placements publicitaires ayant trait au Plan de visibilité 2022	765 \$	Avec contrat
LA PRESSE	Placement publicitaire journal La Presse	7 043 \$	S.O.
MAYA COMMUNICATION ET MARKETING INC.	Article dans magazine 3RVe	12 500 \$	S.O.
META PLATFORMS INC.	Publications sponsorisées Facebook et Instagram	8 614 \$	S.O.
PUBLICATIONS BLD	Publications dans magazines jeunesse et infolettres parents/enseignants	21 915 \$	Avec contrat
PUBLICATIONS BLD	Publications dans magazines jeunesse, infolettres parents/enseignants et manuels enseignants	5 485 \$	Avec contrat
ROUSSEAU COMMUNICATION INC.	Placement publicitaire dans Autosphère	12 128 \$	Avec contrat
Total		69 640 \$	

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

POUR 2022-2023 :

PRODUCTION			
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
ALPHA-PRESSE	Capsules vidéo ambassadeurs IOR+	5 573 \$	Avec contrat
CG3 COMMUNICATIONS ET GRAPHISME INC.	Production du rapport annuel 2021-2022	20 000 \$	Avec contrat
CLENCHE	Production motion design	760 \$	S.O.
LG2	Production vidéo et modification pour commandite	2 451 \$	S.O.
PRODUCTIONS CIME	Tutoriels pour portails RCSM, IOR et pneus	12 580 \$	Avec contrat
Total		41 364 \$	

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° G03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

POUR 2022-2023 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
3R MCDQ (Regr. récup. et recycleurs mat.const.et dém.Qc)	Congrès ReCycle	13 500 \$
ADGMQ- ASS. DES DIRECTEURS GÉN. DES MUNICIPALITÉS DU QC	Congrès ADGMQ	8 500 \$
ASSOCIATION CANADIENNE DE TENNIS	Omnium Banque Nationale	25 000 \$
ASSOCIATION DES MICROBRASSERIES DU QC	Congrès AMBQ	7 500 \$
CARAVANE FILMS PRODUCTIONS	Festival REGARD	10 000 \$
CETEQ - CONSEIL DES ENTR. EN TECHNO. ENVIR. DU QC	Soirée EnviroLys	12 000 \$
CHOC EVENEMENTS	Ultra-Trail Chic-Chocs	1 500 \$
CLUB CYCLISTE MONT SAINTE-ANNE	Raid MSA	1 500 \$
CO-MOTION	Fête nationale de Laval	5 000 \$
COMMUNAUTÉ ALLEMANDE DE QUÉBEC	Marché de Noël allemand de Québec	5 000 \$
CONSEIL QC DES ÉVÉNEMENTS ÉCORESPONSABLES	Événement Les Vivats	15 000 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ESTRIE	Colloque économie circulaire – S'inspirer pour passer à l'action	5 000 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE MTL (CRE)	15e éd. Gala CRE-Mtl	5 000 \$
CORPORATION DES ÉVÉNEMENTS DE TROIS-RIVIÈRES INC.	Les Délices d'Automne	10 000 \$
CORPORATION EVENEMENTS DE TRAIL RUNNING QC	Évén. Québec Méga Trail et Trans-Vallée	6 200 \$
CRÉATION LE PANTOUM	La série estivale du Pantoum	2 000 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

POUR 2022-2023 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
ENERGIK	Tour du Cap-Tourmente et Défi des couleurs	7 000 \$
ÉVÉNEMENTS HARRICANA	Ultra-Trail Harricana	5 000 \$
FCQGED-FRONT COMMUN QC POUR UNE GEST. ÉCOL. DES DÉCHETS	Événement SQRD	10 000 \$
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FMQ)	Congrès FQM	19 900 \$
FERMENT MONTRÉAL	Ferment Fest Montréal	2 000 \$
FESTIVAL DE JAZZ & BLUES HÉRITAGE	Festival Jazz & Blues de Saguenay	2 100 \$
FESTIVAL DE LA RELÈVE INDÉPENDANTE MUSICALE EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE - FRIMAT	FRIMAT	5 000 \$
FESTIVAL DE MONTGOLFIÈRES DE GATINEAU	Festival des montgolfières de Gatineau	5 000 \$
FESTIVAL DES ARTS DE RUELLE	Festival des arts de ruelle	5 000 \$
FESTIVAL DES BIÈRES DE LAVAL	Festival des bières de Laval	5 000 \$
FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA CHANSON DE GRANBY	Festival de la chanson de Granby	10 000 \$
FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE POP MONTRÉAL	Festival international de musique POP Montréal	5 000 \$
FESTIVAL SAINT-HONORÉ DANS L'VENT INC.	Festival Saint-Honoré dans l'Vent	8 000 \$
FROMAGES, BOUFFE & TRADITIONS DE VICTORIAVILLE	Évènement Fromages, Bouffe & Traditions de Victoriaville	7 500 \$
GROUPE ÉCOSPHÈRE	Foire Écosphère	7 500 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

POUR 2022-2023 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
JONQUIERE EN MUSIQUE INC.	Événement Jonquière en musique	10 000 \$
L'ÎLE DU SAVOIR	Festival Eurêka!	10 000 \$
LA LUTINERIE DE MONTRÉAL	Grand Circuit féérique de Montréal	5 000 \$
LANAUDIÈRE : MÉMOIRE ET RACINES	Festival Mémoire & Racines	5 500 \$
LA NOCE SAGUENAY	Événement La Noce de cire	10 000 \$
LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE VERCHÈRES	Exposition agricole de Calixa-Lavallée	1 000 \$
LA TABLE DE QUARTIER D'HOCHELAG-MAISONNEUVE - LTQHM	Fête de la Famille d'Hochelaga-Maisonnette	2 500 \$
LE FESTIF!	Événement Le Festif!	17 000 \$
LES PRODUCTIONS NUITS D'AFRIQUE INC.	Festival international Nuits d'Afrique	15 000 \$
MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	Marché des artisans récupérateurs	5 000 \$
MRC DES SOURCES	Événement Rendez-vous Écomatériaux	6 000 \$
MUTEK MONTREAL	Festival MUTEK	10 000 \$
QUÉBEC NUMÉRIQUE	Semaine numériQC	5 000 \$
RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE MANICOUAGAN - RGMRM	Salon du consom'acteur	2 000 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

POUR 2022-2023 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	Americana, Salon TEQ et Colloque sur la gestion des matières résiduelles	20 875 \$
RUES PRINCIPALES VERCHÈRES	Oktoberfest Rues principales Verchères	1 500 \$
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL WELLINGTON	Cabane Panache	5 000 \$
SOCIÉTÉ DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DES ARTS	Mtl en arts "ça déménage"	4 000 \$
SPORTS MONTRÉAL INC.	Jeux de Montréal	4 000 \$
SUPERBE CULTURE RIVE-NORD	Festival Santa Teresa	10 000 \$
TOURISME DURABLE QUÉBEC	Symposium ensemble vers un nouveau tourisme	3 000 \$
UMQ - UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC	Assises de l'UMQ	7 185 \$
Total		396 260 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° G04

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Aucun événement médiatique n'a été organisé par RECYC-QUÉBEC en 2022-2023.

QUESTION GÉNÉRALE N° G05

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	MONTANT
Grenier aux nouvelles	Consolider sa stratégie de contenu et d'interaction sur Instagram (stratégie de contenu Instagram)	299 \$
Les Affaires	Médias sociaux - secteur public	1 355 \$
Citoyen Optimum	Formation porte-parole	7 000 \$
Conseil québécois des événements écoresponsable (CQEER)	Organiser un évènement écoresponsable - niveau 2	- \$
Isarta	Prise de parole en public et en virtuel	978 \$
Total		9 632 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Fournisseur ou nom de la firme	Objet	Montant	Date d'octroi
9376-8372 Québec inc. f.a.s.l.r.s. Mercure Conseil	Mandat d'accompagnement pour la Journée sur la colline	8 500 \$	2022-04-04
9377-6979 Québec inc. (IAIAO)	Réalisation d'une consultation portant sur les indicateurs de performance à suivre et les tendances au niveau des applications mobiles en environnement	19 600 \$	2023-02-26
Agorapulse	Renouvellement abonnement plateforme pour réseaux sociaux	2 611 \$	2023-01-05
Association des hôteliers du Québec	Coordination d'un projet de vitrines d'économie circulaire dans le secteur de l'hébergement touristique	60 000 \$	2022-09-27
Association étudiante de l'Université McGill	Publicité dans le manuel de l'étudiant pour la rentrée 2022-2023	1 190 \$	2022-05-03
Autobus Fleur de Lys inc.	Transport party de Noël 25 novembre	1 650 \$	2022-10-03
Autobus Fleur de Lys inc.	Transport party de Noël 26 novembre	550 \$	2022-10-03
Bell Affaires	Fournisseur internet nouveaux bureaux de Québec (abonnement 36 mois)	2 343 \$	2023-02-22
Bender et Associés inc.	Expert-conseil pour la négociation des locaux de Montréal	3 000 \$	2022-04-04
BIP Recherche inc.	Portrait des besoins, comportements et attitudes des industries, commerces et institutions (ICI) en prévention et gestion des matières résiduelles au Québec	51 000 \$	2022-05-25
Boulinguez, Luc	30 minutes supplémentaires ont été demandées au DJ/animateur lors du party de Noël	65 \$	2022-11-30
Bureau de normalisation du Québec	Révision de la norme CAN/BNQ 0413-400	66 848 \$	2022-10-31
Centrexpo Cogeco Drummondville	Location de la salle et d'équipements, nourriture et boisson pour l'événement des Pneus le 11 mai 2023 à Drummondville	3 000 \$	2022-10-24
Challenge Agence-conseil en médias inc.	Planification et achats média de la campagne publicitaire Recycle médias tonnage 2021 au tarif 2022	38 000 \$	2022-12-12
Citoyen Relations S.E.C.	Services d'accompagnement en relations publiques	39 500 \$	2022-10-12
Clenche inc.	Création d'un motion design sur le portrait de la collecte sélective au Québec dans le cadre du Bilan GMR 2021	760 \$	2022-12-21
Clinique de médecine industrielle des Laurentides	Expertise médicale avec médecin expert dans un dossier d'invalidité	1 860 \$	2022-11-28
Coarchitecture inc.	Aménagement bureau de Québec	7 000 \$	2023-02-14
Collège de Maisonneuve	Formation Azure pour Jean-François Joutel	250 \$	2023-03-22
Collège des administrateurs de sociétés	Formation au Module 2 de Stéphane Devernal (VP)	3 250 \$	2023-03-16
Collège des administrateurs de sociétés	Formation du Module 4 de Stéphane Devernal (VP)	3 250 \$	2022-11-10
Collège des administrateurs de sociétés	Formation au Module 3 de Stéphanie Nadeau (Secrétaire générale)	3 550 \$	2022-06-13
Compost Montréal	Service de collecte de résidus organiques pour le bureau de Montréal	1 300 \$	2022-06-15
Compugen	Abonnement de 86 licences de Microsoft Security Defender	13 189 \$	2022-07-14
Conseil québécois des événements écoresponsables	Classifier notre événement pneus selon la norme en gestion responsable d'événements BNQ 9700-253	2 800 \$	2022-12-14
Cossette Communication inc.	Campagne de sensibilisation à la réduction à la source	1 100 000 \$	2022-10-23
Courrier parlementaire (Le)	Abonnement à Le courrier parlementaire	2 100 \$	2022-09-01
Cri Interactif inc.	Poursuite des développements et soutien technique pour le portail Ça va où?	29 958 \$	2022-12-07
Cyberimpact	Service d'envoi d'infolettres via la plateforme Cyberimpact	2 500 \$	2023-03-07
Cyclo-Chrome inc.	Entretiens de vélos dans le cadre de l'édition 2022 du Défi du Mois du Vélo	340 \$	2022-05-13
Delta Trois-Rivières	Lac-à-l'épaule de la direction de RQ (6 et 7 février 2023)	1 808 \$	2023-01-13
Delta Trois-Rivières par Marriott	Location de salle de réunion et repas pour les 7 et 8 juillet 2022	1 449 \$	2022-05-31
Dion Rhéaume avocats et notaires	Services professionnels pour publication des baux au Registre foncier	1 462 \$	2023-02-08
Divert Nova Scotia	ACV pneus / Phase 3 / 2021 & 2022 Updates	16 000 \$	2023-03-07
Divert Nova Scotia	Phase 2 de l'ACV pneus	19 657 \$	2022-09-30
École de technologie supérieure	Formation "Analyser les besoins d'affaires et modéliser les exigences des utilisateurs"	5 935 \$	2022-05-09
EnviroCompétences	Référentiel des compétences en environnement	4 500 \$	2022-12-07
EXTAL Services intégrés	Déménagement de bureaux Québec	15 000 \$	2023-03-15
Facebook et Instagram	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	18 000 \$	2023-03-03
Fédération québécoise des municipalités	Placements publicitaires dans le Bulletin Québec municipal	765 \$	2022-05-25
Fonds des biens et des services / Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Montage, démontage et matériel pour notre kiosque au congrès de l'Association des microbrasseries du Québec (AMBQ) les 14 et 15 novembre 2022	944 \$	2022-10-13
Go Secure inc.	Achat de matériel informatique pour Checkpoint + support	11 516 \$	2023-03-02
Google	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	8 625 \$	2023-03-03
Google	Placement média Google pour la campagne Ça va où?	11 710 \$	2022-12-22
GoSecure inc.	Renouvellement Check Point licence/maintenance	9 750 \$	2022-05-26
GoSecure inc.	Renouvellement CORE - Pare-feu	15 360 \$	2022-04-26
Groupe Edgenda inc.	Abonnement infonuagique - Microsoft Azure	111 492 \$	2022-12-07
Groupe Edgenda inc.	Déploiement de Microsoft Defender for Endpoint	16 660 \$	2022-10-19
Groupe MACH	Inspection système pré action - prévention incendie (Qc)	875 \$	2023-01-13
Groupe POL inc.	Transport de pneus hors d'usage du centre de traitement expéditeur Centre Techno Pneu vers un centre de traitement receveur	2 000 000 \$	2022-12-08
Hewlett Packard Enterprise Canada Cie	Services d'assistance technique pour les serveurs de Québec et Montréal	17 269 \$	2022-04-21
HNA S.E.N.C.R.L.	Audit 2022 dans le cadre du Régime de compensation pour la collecte sélective des matières recyclables	11 700 \$	2022-08-15
Hôtel Universel Montréal	Frais de location de salle - Hôtel Universel MTL pour le panel citoyen animé par l'INM	2 836 \$	2022-06-11
Hôtel Universel Montréal	Réservation de 19 chambres pour le panel citoyen de l'Institut du Nouveau Monde	3 401 \$	2022-04-21

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Fournisseur ou nom de la firme	Objet	Montant	Date d'octroi
Insight Canada inc.	Renouvellement application de sauvegarde Veritas Essential Support	3 669 \$	2023-03-13
Insight Canada inc.	Cisco SMARTnet contrat de maintenance prolongé pour un an	960 \$	2022-07-14
Insight Canada inc.	Renouvellement licence serveur load balancing (du 29-5-2022 au 28-5-2023)	4 300 \$	2022-05-11
Interscript	Production d'un document accessible (nouveau code de déontologie et d'éthique des administrateurs)	400 \$	2022-09-11
Interscript	Accessibilité web du Plan d'action de développement durable 2022-2023 et du document complémentaire au Plan stratégique 2022-2025	1 170 \$	2022-07-22
Interscript	Accessibilité web du Mémoire modifiant le Règlement sur les redevances	390 \$	2022-06-16
Iron Mountain	Renouvellement contrat avec Iron Mountain pour les cassettes de sauvegarde 2022-2023 (TI)	9 180 \$	2022-04-25
Isarta inc.	Affichage pour 2 postes aux communications	450 \$	2022-05-18
Koza Technology Consulting Inc.	Soutien en matière de base de données SQL	3 600 \$	2022-04-01
La Presse	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	22 000 \$	2023-03-03
L'Actualité	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	7 500 \$	2023-03-03
Langlois Avocats SENCRL	Provision pour les besoins juridiques externes (litiges et avis juridiques) pour l'année 2022-2023	99 999 \$	2022-04-14
Le Devoir	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	19 755 \$	2023-03-03
Leblond, Yves	Estimations et analyses statistiques de l'étude de caractérisation à l'élimination 2023	23 125 \$	2022-05-27
Léger Marketing inc.	Sondage type Omnibus - Trois questions sur la confiance envers le système de recyclage	3 600 \$	2023-01-13
Léger Marketing inc.	Post-test de la campagne RecycleMédias 2022	14 000 \$	2022-10-21
Léger Marketing inc.	Recrutement d'un panel/jury citoyen	8 650 \$	2022-04-29
Lq2	Post-test de la campagne SVMO - honoraires service-conseil	2 350 \$	2022-07-05
Lq2 Montréal	Frais pour l'adaptation visuelle de la commandite Festival REGARD	770 \$	2023-02-01
Lq2 Montréal inc.	Frais d'utilisation capsule vidéo 30sec « Le chemin de compostage »	2 550 \$	2022-08-01
LG2 Québec inc.	Production graphique pour la campagne publicitaire RecycleMédias tonnage 2021 au tarif 2022	24 950 \$	2023-02-03
Lussier	Renouvellement - assurance commerciale 2023-2024	11 461 \$	2023-03-17
Lussier	Renouvellement - assurance responsabilité administrateurs 2023-2024	21 646 \$	2023-03-17
Lussier Dale Parizeau	Assurance cyber-risque 2022-2023	32 587 \$	2022-05-12
Lussier Dale Parizeau	Renouvellement - assurance responsabilité administrateurs 2022-2023	17 485 \$	2022-04-20
Manoir Victoria	Lac-à-l'épaule du CA (20-21 octobre 2022)	5 000 \$	2022-07-21
Marketing Quintus inc.	Développement d'outils de communication sur la réduction des produits à usage unique, pour les commerces et institutions	65 000 \$	2023-03-15
MC Perreault avocate conseil inc.	Formation sur la violence et le harcèlement en milieu de travail	4 150 \$	2022-08-23
MC Perreault avocate conseil inc.	Relation de travail et santé sécurité au travail	10 000 \$	2022-08-10
Média QMI	Renouvellement (25) licences Média QMI	1 175 \$	2023-02-28
Médias communautaires	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	6 864 \$	2023-03-03
Meta Platforms inc.	Publicité réseaux sociaux générale des communications sur Facebook/Instagram (booste de publications)	14 400 \$	2023-03-07
Meta Platforms inc.	Placement média Meta (Facebook et Instagram) pour la campagne Ça va où?	4 800 \$	2022-12-22
Micro-Logic Ste-Foy	Achat de matériel informatique	14 695 \$	2022-05-26
MicroLogic via le CAG	Renouvellement licence Vmware portion serveurs	17 001 \$	2022-10-21
MicroLogic via le CAG	Renouvellement licence VMware portion HORIZON	2 911 \$	2022-10-21
Mission 1000 Tonnes	Caractérisation de déchets sauvages en bordure de rivières et rédaction d'un guide de bonnes pratiques pour les nettoyeurs	75 250 \$	2022-11-28
MNP Itée	Réflexion stratégique de la fonction ressources humaines	10 570 \$	2022-12-13
MNP Itée	Diagnostic du fonctionnement de la direction des communications	47 303 \$	2022-08-04
Morvan Le Borgne - Oméga Leadership	Accompagnement deux directeurs de la vice-présidence Performance des opérations	10 600 \$	2022-07-26
Nathalie Houlfort	Accompagnement de l'équipe de direction dans la réalisation d'un « task force »	3 750 \$	2022-08-24
Navigation Madeleine inc.	Récupération et transport de pneus hors d'usage - Région 11 Îles-de-la-	600 000 \$	2022-11-05
Novexe inc.	Service d'accompagnement migration portails RQ vers Azure	48 100 \$	2022-12-16
O2 Websolutions inc.	Maintenance et hébergement du site web de RECYC-QUÉBEC pour 2023-2024	24 584 \$	2023-03-17
OPC Événements inc.	Organisation des 3e Assises québécoise sur l'économie circulaire	71 307 \$	2022-11-16
Pelmorex	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	19 000 \$	2023-03-03
Presse (La)	Placement média La Presse pour la campagne Ça va où?	16 639 \$	2022-12-15
Presse (La)	Placement publicitaire dans le journal La Presse, le 17 octobre 2022	7 043 \$	2022-10-17
Productions Pierre Montpetit Itée (Les)	Formation Approche clients	1 200 \$	2022-09-15
Productions Pierre Montpetit Itée (Les)	Atelier de formation - amélioration service clientèle	2 900 \$	2022-05-18
Publications BLD inc.	Publications ciblant les jeunes : magazine Les Débrouillards (Mammoth), infolettres pour les enseignants et les parents, guide pour les enseignants	23 000 \$	2023-02-14
Québécoir	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	20 300 \$	2023-03-03
Radar	Service de recrutement	30 000 \$	2023-02-28
Radar	Services d'accompagnement en dotation	33 000 \$	2022-07-26
Radio Canada	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	20 801 \$	2023-03-03
Raymond Chabot Grant Thornton Cie S.E.N.C.L.R.	Révision de la structure de l'équipe des TI	24 900 \$	2022-05-02

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Fournisseur ou nom de la firme	Objet	Montant	Date d'octroi
Recrutement Fed Inc. / WeWork	Embauche d'un comptable pour le poste Agent de gestion financière et de vérification	24 999 \$	2023-03-08
Référence Média	Revue de presse : veille médiatique et parlementaire	56 155 \$	2022-10-12
Révision Œil félin	Révision linguistique du Portrait et diagnostic du marché des fibres de la collecte sélective	1 265 \$	2022-05-09
Richter Groupe Conseil inc.	Accompagnement de la fonction de la vérification interne	75 000 \$	2022-07-18
Robert Half Canada	Recrutement conseillère RH	61 047 \$	2022-06-10
Robert Half Canada inc.	Contractuel : analyste intelligence d'affaires	87 000 \$	2022-12-12
ROBIC	Enregistrement nom de domaine	801 \$	2022-09-26
Robic	Dépôt du nom pour la campagne RecycleMédias : Québec sans gaspillage	3 197 \$	2022-05-05
Robic	Demande d'enregistrement de noms de domaine (Québec sans gaspillage)	225 \$	2022-04-25
Rousseau Communication inc.	Placements publicitaires dans Autosphère pour 2023, soit 6 445 \$ pour le printemps et 6 117 \$ pour l'automne	12 562 \$	2023-03-09
Rousseau Communication inc.	Placements publicitaires dans Autosphère pour la période d'octobre et novembre 2022	3 454 \$	2022-09-27
Rousseau Communication inc.	Placements publicitaires dans Autosphère pour la période avril - mai 2022	6 257 \$	2022-04-28
Rousselet, Caroline	Mandat d'analyse de conformité des plans de gestion de matières résiduelles (PGMR)	30 000 \$	2023-01-20
Services de protection CG Tech inc.	Démantèlement et installation ordinateur et contrôleur KT300 dans nouveaux bureaux de Québec	3 750 \$	2023-03-09
SLV Expert inc.	Atelier de formation EXCEL – Power Query et Power Pivot	2 800 \$	2023-01-10
SLV Expert inc.	Développement d'un fichier de saisie interactif sur mesure dans Microsoft Power Apps pour la gestion des opérations des RH	15 600 \$	2022-10-11
Smoking BBQ	Get together - Traiteur pour le 22 juin 2022 sur le site de l'UQAM	2 043 \$	2022-06-06
Société du Palais des congrès de Montréal	Location de salle pour la tenue de la 3 édition des Assises québécoises de l'économie circulaire le 21 novembre 2023	21 218 \$	2023-01-23
Solinov Consultation inc.	Étude sur la gestion des matières organiques du secteur des industries, commerces et institutions au Québec	136 690 \$	2023-01-17
Solutions Victrix inc. (Les)	Acquisition et le développement d'un système informatique pour la gestion de certains processus d'octroi d'aide financière	202 798 \$	2022-09-26
Stantec Experts-Conseils Itée	Étude de faisabilité sur l'implantation de déchetage de pneus hors d'usage aux Îles-de-la-Madeleine et en région éloignée	42 500 \$	2023-03-21
Stantec Experts-Conseils Itée	Mandat de recherche et d'accompagnement pour la révision du pourcentage de réduction et du poids moyen des pneus	18 300 \$	2023-02-16
Statlog inc.	Développement d'un tableau de bord et d'un outil de gouvernance des données	95 037 \$	2022-05-11
Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Étude citoyenne sur le programme québécois de gestion des pneus hors d'usage	37 840 \$	2022-09-25
Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Sondage d'évaluation du site web de RECYC-QUÉBEC	10 500 \$	2022-08-03
Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Sondage portant sur le délai moyen de retour d'un contenant consigné par le consommateur après l'achat dudit contenant	13 300 \$	2022-06-21
Stratzer Conseils inc.	Mandat de caractérisation de matières résiduelles dans des lieux d'élimination situés en milieu éloigné (LEET et LEMN)	199 791 \$	2023-01-26
Stratzer Conseils inc.	Caractérisation des matières résiduelles des bureaux de Montréal et de Québec de RECYC-QUÉBEC	2 500 \$	2022-11-28
Stratzer Conseils inc.	Mandat d'accompagnement en économie circulaire dans le secteur de l'hébergement touristique	190 397 \$	2022-11-01
Stratzer Conseils inc.	Mandat de caractérisation des matières résiduelles dans les lieux d'élimination (lieux d'enfouissement technique, centres de transfert et incinérateurs)	412 371 \$	2022-10-12
Télé-Québec	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	12 000 \$	2023-03-03
TV5	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	6 510 \$	2023-03-03
Université du Québec à Montréal	Réservation salle UQAM + lunch - évènement 22 juin (Get together)	250 \$	2022-05-17
URBANIA, Studios de création inc.	Placement média Urbania pour la campagne Ca va où?	10 000 \$	2022-12-21
Vidéotron Affaires	Fournisseur internet nouveaux bureaux de Québec (installation + abonnement 36 mois)	2 846 \$	2023-02-22
YouTube	Placements publicitaires à Radio-Canada dans le cadre de la campagne Confiance	9 000 \$	2023-03-03
Yves Leblond	Mandat de statisticien pour la caractérisation à l'entrée des centres de tri pour 2023-2024	24 875 \$	2023-03-17

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G07

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
- b) la grille d'évaluation des soumissions;**
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec.

<https://www.seao.ca/>

QUESTION GÉNÉRALE N° G8

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Aucun contrat de moins de 25 000 \$

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° G09

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

a) le nom du projet;	Refonte application mobile " Ça va où?" et Modernisation (API) application
b) la nature du projet;	Refonte de l'application mobile avec page d'accueil, navigation intuitive, des trucs et astuces, actualités, images, capsules vidéo. Modernisation de l'API de l'application et continuation des développements.
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);	Pas pertinent à l'étude des crédits
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;	200 000 \$
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;	2020-2021 : 17 508 \$ 2021-2022 : 72 707 \$ 2022-2023 : 2 850 \$ 2022-2023: 83 972 \$ (pour modernisation (API) de l'application
g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;	- \$
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;	Non pertinent à l'étude des crédits
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;	100%
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.	Non pertinent à l'étude des crédits
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Oui
m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	2022-2023 : aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° G09

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

a) le nom du projet;	Portail application mobile "Ça va où?"
b) la nature du projet;	Création d'un portail de recensement de données portant sur les collectes et points de dépôt pour toutes les municipalités du Québec et ouvert aux entreprises. Le portail servira également au niveau administratif pour la gestion des informations.
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);	Pas pertinent à l'étude des crédits
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;	96 800 \$
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;	2021-2022 : 58 080 \$ 2022-2023: 47 720 \$
g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;	- \$
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;	Non pertinent à l'étude des crédits
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;	100%
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.	Non pertinent à l'étude des crédits
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Oui
m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	2022-2023 : aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° G09

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

a) le nom du projet;	Logiciel comptable
b) la nature du projet;	
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);	Pas pertinent à l'étude des crédits
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;	200 000 \$
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;	2021-2022: 79 200 \$ 2022-2023 : 14 850 \$
g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;	103 726 \$
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;	Non pertinent à l'étude des crédits
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;	70%
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.	Non pertinent à l'étude des crédits
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Oui
m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	2022-2023 : aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° G09

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

a) le nom du projet;	Système informatique d'aide financière
b) la nature du projet;	Développement d'un système informatique permettant de gérer le processus d'octroi et de suivi des aides financières
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);	Pas pertinent à l'étude des crédits
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;	189 000 \$
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;	2022-2023 : 69 578 \$
g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;	119 422 \$
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;	Non pertinent à l'étude des crédits
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;	20%
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;	Non pertinent à l'étude des crédits
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.	Non pertinent à l'étude des crédits
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Oui
m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	2022-2023 : aucun

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>

Concernant l'hébergement de données infonuagique, fournir :

- a) les coûts par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

Pour l'année 2022-2023:

- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données : 2 386 \$
Nous avons des service de stockage avec AzureFile. Nous sommes en cours de migration et d'autres services vont s'ajouter.
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité : - \$
- d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

QUESTION GÉNÉRALE N° G11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

a) la photocopie;	15 \$
b) le mobilier de bureau;	- \$
c) l'ameublement;	- \$
d) la décoration et l'embellissement;	- \$
e) le distributeur d'eau de source;	28 \$
f) le remboursement des frais de transport;	8 530 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement;	3 836 \$
h) le remboursement des frais de repas;	1 917 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;	- \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement;	
I. a) au Québec;	41 759 \$
II. b) à l'extérieur du Québec.	1 163 \$
TOTAL	57 248 \$

Note : Ces dépenses sont pour l'ensemble de la Société.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

QUESTION GÉNÉRALE N° G12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le coût des contrats téléphoniques;	Le coût d'utilisation inclut le coût des contrats
b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;	276 \$
c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;	- \$
d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;	- \$
e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);	Non pertinent à l'étude des crédits
f) le coût d'acquisition des appareils;	- \$
g) le coût d'utilisation des appareils;	15 424 \$
h) le nom des fournisseurs;	Telus
i) les ordinateurs portables;	Non pertinent à l'étude des crédits
j) les iPad ou autre type de tablette électronique;	Non pertinent à l'étude des crédits

Note : Ces dépenses sont pour l'ensemble de la Société et la plupart des employés n'ont qu'un ordinateur portable et aucun ordinateur de bureau.

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/contrats-depenses-telecom-2022-2023.pdf>

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

	2023-2024 (estimé)	2022-2023
a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	
b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins		
c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;		
d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi		
e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.		
f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel		
g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi		
h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.	
i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	
j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir		
k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie		
l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires		
m) le nombre d'employés permanents et temporaires		
n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	
o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi		
p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	
q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	-	6

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

-
- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; 1
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats. 0

QUESTION GÉNÉRALE N° G15

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisés depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

A)			
l'emplacement de la location	141, ave du Président-Kennedy, 8e, Montréal, Qc		
la superficie totale pour chaque local loué	1 124,23 m. ca. (12 102 pi ²)		
le coût total de ladite location	363 833 \$ (annuel)		
les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1 ^{er} avril 2022, la nature des travaux et le ou les bureaux visés	-	\$	aucune
la durée du bail	8 ans		(le bail se termine le 31 octobre 2025)
propriétaire de l'espace loué	Université du Québec à Montréal		
en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts	-	\$	aucune

B)			
l'emplacement de la location	300, rue Saint-Paul, bureau 411, Québec		
la superficie totale pour chaque local loué	680.70 m.ca (7 327 pi ²)		
le coût total de ladite location	249 924 \$ (annuel)		
les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1 ^{er} avril 2022, la nature des travaux et le ou les bureaux visés	-	\$	aucune
la durée du bail	9 ans		(le bail se termine le 30 avril 2023)
propriétaire de l'espace loué	300 Saint-Paul QUÉBEC INC.		
en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts	-	\$	aucune

Nouveau bail pour le bureau de Québec, à partir du 1er mai 2023 :			
l'emplacement de la location	500 Grande Allée Est, Québec,		
la superficie totale pour chaque local loué	266.60 m.ca (2 870 pi ²)		
-la superficie réellement occupée;	266.60 m.ca		
-la superficie inoccupée;	0 m. ca.		
- le coût de location au mètre carré;	215 \$ /m.ca. par année		
le coût total de ladite location	57 400 \$ (annuel)		
les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2021, la nature des travaux et le ou les bureaux visés	N/A		
la durée du bail	6 ans		(le bail se termine le 31 juillet 2029)
propriétaire de l'espace loué	Édifice 500 Grande Allée Est Inc.		
en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts			

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).
<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N^o G16

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) La valeur estimée de ceux-ci;**
- c) Les coûts d'entretien annuel;**
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

Aucun actif immobilier excédentaire en 2022-2023.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G17

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

b) les coûts;	-	\$
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux		

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

QUESTION GÉNÉRALE N° G19

Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° G20

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2023-2024.
-

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° G21

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G22

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) par catégorie d'âge;**
- c) prévisions pour 2023-2024.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G23

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° G24

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

FOURNISSEUR	NOTE	MONTANT
LE COURRIER PARLEMENTAIRE	Abonnement au courrier parlementaire (2 ans)	1 900 \$
RÉFÉRENCE MÉDIA	Veille média et parlementaire	17 683 \$
CYBERIMPACT	Abonnement service infolettre	2 280 \$
CISION QUÉBEC INC.	Veille média pour l'entreprise	18 188 \$
CLUB DE PRESSE BLITZ	Abonnement annuel Club de presse blitz	650 \$
JAGUAR MÉDIA INC.	Abonnement au bulletin hebdomadaire Réseau info municipale	1 550 \$
SURVEYMONKEY CA	Abonnement annuel standard	360 \$
WOLTERS KLUWER QUEBEC	Abonnement IntelliConnect accès information	1 173 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

QUESTION GÉNÉRALE N° G25

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme déboursée.

QUESTION GÉNÉRALE N° G26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site;

a) Le nom du site Web :

RECYC-QUÉBEC (externe) : www.recyc-quebec.gouv.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Le site actuel a été conçu par Brad-O2 WEB Solutions en 2014-2015, 2015-2016 et refonte en 2021-2022.

c) Les coûts de construction du site :

Le coût pour le site actuel est de 439 868 \$ (74 761 \$ en 2014-2015, 202 002 \$ en 2015-2016 et 83 105 \$ main-d'œuvre directe à l'interne en 2015-2016, de plus une refonte au coût de 80 000 \$ a eu lieu en 2021-2022).

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement 2022-2023 : 3 720 \$ (O2 WEB Solutions)

Soutien technique et maintenance 2022-2023 : 12 945 \$ (O2 WEB Solutions)

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Le site s'est développé en trois phases, une refonte amorcée en 2014 et une deuxième refonte en 2021-2022 :

- En 1995 et 1998 : fait à l'interne
- En 2001-2002 : 126 735 \$
- En 2014 : 74 761 \$ en développement
- En 2015 : 202 002 \$ en développement
- En 2022 : 80 000 \$ en développement

En 1995, création d'un petit site Internet par des professionnels à l'interne.

En 1998, mise à jour (rafraîchissement) du site Internet et création d'un Intranet à l'interne.

En 2001-2002, refonte du site Internet, par la firme Transcontinental 3W. Nouvelle plate-forme facilitant l'intégration des données axées sur nos clientèles. RECYC-QUÉBEC se veut alors la référence en gestion des matières résiduelles au Québec, ce qui nous a amenés au développement de notre site Internet et par la même occasion à la mise à jour des outils pour y parvenir. De plus, avec l'implantation du programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec en 2001, et en tant que société d'État, nous avons l'obligation de nous conformer aux règles graphiques du PIV.

En 2014, nous avons amorcé une refonte complète de notre site, car il ne répondait plus aux besoins de nos clientèles ni à ceux de l'organisation. L'ancien site était doté d'un logiciel désuet et complexe qui causait des problèmes techniques fréquents et nous rendait vulnérable aux attaques informatiques. Le site ne pouvait pas non plus répondre au standard d'accessibilité du Conseil du trésor. La refonte a été réalisée par des professionnels à l'externe, soit Absolunet, Perséides, Consortium Brad-O2Web et Libéo Inc., et à l'interne.

En 2016, la refonte s'est terminée et le site a été mis en ligne le 12 janvier. Le nouveau site est donc maintenant en ligne et fonctionnel.

QUESTION GÉNÉRALE N° G26

En 2021-2022, nous avons été tenus de transférer notre site web du système de gestion de contenu Drupal 7 vers le système de gestion de contenu Wordpress, puisque l'échéance de Drupal 7 était prévue en 2021. Le mandat a été octroyé à la firme O2 Web Solutions Inc. et incluait notamment le développement de la plateforme, l'intégration des contenus, l'accessibilité, les tests de sécurité, le contrôle qualité, la gestion de projet, la formation et l'optimisation du moteur de recherche.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines :

745 \$

h) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

i) Responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web :

Portail ICI ON RECYCLE! : <https://icionrecycle.recyc-quebec.gouv.qc.ca/>

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

En 2010, à l'interne et avec l'aide de la firme Victrix.

Le site actuel a été conçu par Connexe Technologie inc. en 2018-2019, également à l'interne avec l'équipe de TI de RECYC-QUÉBEC.

c) Les coûts de construction du site :

Le coût pour le **site actuel** est de 186 978 \$ (137 210 \$ en 2018-2019 et 27 138 \$ main-d'œuvre directe à l'interne en 2018-2019, 9 310 \$ en 2019-2020 et 13 320 \$ en 2020-2021).

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Maintenance et évolution 2022-2023 : 50 190 \$ (Novexe Inc.)

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Le site s'est développé en trois phases et une refonte amorcée en 2018 :

- En 2010-2011 : 37 310 \$ par Victrix
- En 2018-2019 : 164 348 \$
- En 2019-2020 : 9 310 \$
- En 2020-2021 : 13 320 \$

En 2011, création d'un petit site Internet par Victrix.

En 2018-2019, refonte du site web, par la firme Connexe Technologie inc.

Les raisons du changement étaient que la refonte complète du programme ICI ON RECYCLE! et son fonctionnement ne correspondait plus au portail que nous avions précédemment.

Également, l'ancien portail était lent, instable et obsolète. Le bon fonctionnement de celui-ci et la sécurité de son contenu étaient un enjeu.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines :

45 \$

h) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

i) Responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° G26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web :

Portail du régime de compensation pour la collecte sélective des matières recyclables (RCSM) :
<https://rcsm.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Réalisé à l'interne

c) Les coûts de construction du site :

Réalisé à l'interne

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Réalisé à l'interne.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

0 \$

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines :

0 \$

h) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

i) Responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web :

PORTAIL PNEUS : <https://pneus.recyc-quebec.gouv.qc.ca/>

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Réalisation du site par Connexe Technologies en 2017-2019.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts s'élèvent à : 268 000 \$ en 2018-2019

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 0 \$

Soutien technique en 2022-2023 : 51 390 \$ (Novexe Inc.)

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement :

0 \$

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines :

45 \$

h) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

i) Responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G29

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G30

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G31

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2022-2023 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G33

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme.

QUESTION GÉNÉRALE N° G34

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N^o G36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Le montant total des primes de départ incluant des montants versés pour des bris de contrat est de 2 715 \$.

QUESTION GÉNÉRALE N° G37

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G38

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024 en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

-
- a) la dépense totale (opération et capital) :**
tel qu'établi dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI) 1 321 595 \$
- b) les grands dossiers en cours :**
les informations sont disponibles au tableau de bord
(site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques :** S.O.
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :**
la réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.**
la réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes

QUESTION GÉNÉRALE N° G41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G42

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations pour 2022-2023 est de 9 888 \$.

b) Liste des ordres:

ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC (CPA)
BARREAU DU QUÉBEC
ORDRE DES AGRONOMES DU QUÉBEC

c) 10 employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

QUESTION GÉNÉRALE N° 43

Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Firme	Coût
LÉGER MARKETING INC.	27 900 \$
STRATÉGIE ORGANISATION ET MÉTHODE SOM INC.	42 040 \$

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Dépenses publicitaires réalisées : 2022-2023

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;

Campagne Confiance citoyenne	6 814 \$
WEB	(4% de 170 355 \$)

Stratégie de valorisation de la matière organique	62 432 \$
Télé et web	(4% de 1 560 800 \$)

Campagne Consommation responsable (Mieux consommer)	3 400 \$
Télé	(4% de 85 000 \$)

*À noter que la campagne débute dernière semaine de mars 2023, donc le montant est seulement pour 1 semaine

b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant :

Campagne Masse sur les réseaux sociaux + RecycleMé	Valeur des placements web et papier :	575 533 \$
Version internet des journaux (portails)	55 %	
Version papier des journaux	45 %	

Le tirage des médias communautaires étant petit, ils n'atteignent pas les 10 tonnes de génération de papier pour devenir assujettis à la campagne RecycleMédias

Campagne Confiance citoyenne: 100 % web
Campagne Stratégie de valorisation de la matière organique: 19 % web et 8 % médias sociaux, 40 % télé, 25 % affichage, 9% partenariat
Campagne Consommation responsable (Mieux consommer): 100 % télé

QUESTION GÉNÉRALE N° G45

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun montant en 2022-2023

QUESTION GÉNÉRALE N° G46

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;**
 - b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;**
 - c) nombre d'employés transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.**
-

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenu dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Aucune somme investie.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère.
<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/plan-action-handicapes.pdf>

QUESTION GÉNÉRALE N^o G48

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

h) Plan d'action de développement durable.

Les sommes investies en 2022-2023 sont de 238 188 \$.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du ministère.
<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/padd-2022-2023.pdf>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° G49

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

QUESTION GÉNÉRALE N° G50

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse;

La réponse à cette question sera transmise par le le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G51

Au sujet des mesures de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;**
- b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;**
- d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;**
- e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine, 2 jours par semaine, 3 jours par semaine, 4 jours par semaine, 5 jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

QUESTION GÉNÉRALE N° G52

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Sommes dépensées en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail :	En date du 31 mars 2023	0 \$
---	-------------------------	------

QUESTION GÉNÉRALE N° G53

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

a) Les sommes dépensées :	4 850 \$
c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière :	1 925 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° G54

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;**
- b) Date de fin prévue du contrat;**
- c) Valeur prévue du contrat;**
- d) Sommes dépensées à ce jour.**

Aucun contrat auprès de la firme McKinsey.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

Contractant	Objet	Montant	Sommes dépensées	Date signature	Date fin
9376-8372 Québec inc. f.a.s.l.r.s. Mercure Conseil	Mandat d'accompagnement pour la Journée sur la colline	8 500,00 \$	2 338,68 \$	2022-04-04	2022-06-13
Citoyen Relations S.E.C.	Services d'accompagnement en relations publiques	54 500,00 \$	42 726,55 \$	2022-10-12	2023-07-31
MNP Itée	Réflexion stratégique de la fonction ressources humaines	10 570,00 \$	- \$	2022-12-13	2023-03-31
MNP Itée	Diagnostic du fonctionnement de la direction des communications	47 303,00 \$	47 302,50 \$	2022-08-04	2022-10-03
Morvan Le Borgne - Oméga Leadership	Accompagnement deux directeurs de la vice-présidence Performance des opérations	10 600,00 \$	10 600,00 \$	2022-07-26	2022-12-30
Nathalie Houlfort	Accompagnement de l'équipe de direction dans la réalisation d'un « task force »	5 000,00 \$	5 000,00 \$	2022-08-24	2023-02-28
Raymond Chabot Grant Thornton Cie S.E.N.C.L.R.	Révision de la structure de l'équipe des TI	24 900,00 \$	18 750,00 \$	2022-05-02	2022-09-30
Richter Groupe Conseil inc.	Accompagnement de la fonction de la vérification interne	75 000,00 \$	9 389,25 \$	2022-07-18	2023-09-30

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

QUESTION GÉNÉRALE N° G56

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;**
- b) Heures de stages effectués;**
- c) Rémunération totale déboursée.**

-
- a) 1 stagiaire en 2022-2023
 - b) Non pertinent à l'étude des crédits
 - c) 5 308 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G57

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

	Proportion Nombre	Proportion Valeur
2018-2019	78%	57%
2019-2020	89%	68%
2020-2021	73%	2%
2021-2022	92%	33%
2022-2023	92%	31%
Total	86%	11%

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

7 contrats

Contractant	Montant
9376-8372 Québec inc. f.a.s.l.r.s. Mercure	8 500 \$
Citoyen Relations S.E.C.	39 500 \$
MNP Itée	10 570 \$
MNP Itée	47 303 \$
Nathalie Houlfort	3 750 \$
Raymond Chabot Grant Thornton Cie	24 900 \$
Richter Groupe Conseil inc.	75 000 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

QUESTION GÉNÉRALE N° G59

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° G60

Indiquer les dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

QUESTION GÉNÉRALE N° G61

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans

Aucune amende perçue pour 2022-2023.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G62

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

Valeur des contrats totaux en sous-traitance pour 2022-2023:	800 836 \$
--	------------

Proportion du travail effectuée:	42%
----------------------------------	-----

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

QUESTION GÉNÉRALE N° G63

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La valeur des meubles possédés est de 22 644 \$.

Aucun immeuble possédé.

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G66

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Aucun contrat octroyé en 2022-2023 et comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public n'a fait l'objet d'une modification qui occasionne une dépense supplémentaire.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>

QUESTION GÉNÉRALE N° G67

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);**
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G68

Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° G80

Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Étude des crédits 2023-2024

Renseignements particuliers des oppositions

Opposition officielle

Deuxième groupe d'opposition

Troisième groupe d'opposition

Société québécoise de récupération et de recyclage

(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2023

Étude des crédits 2023-2024

Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2023

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1a) b)

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2022-2023, indiquer :

- a) la liste des des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) Membres du conseil d'administration

Conseil d'administration actuel

<u>MEMBRES</u> <u>en poste au 29 mars 2023</u>		<u>Mandat</u>		Membre encore en poste, en continuité de son mandat
		Début	Fin par décret	
Delisle, Michel	Membre	2019-08-21	2023-08-20	
Derome, Bertrand	Membre	2019-08-21	2023-08-20	
Fradette, Léo	Membre	2019-08-21	2023-08-20	
Gagné, Sonia	Présidente-directrice générale	2018-03-28	2023-03-27	
Gignac, Hélène	Membre	2019-08-21	2023-08-20	
Giroux, Michel	Membre	2019-08-21	2023-08-20	
Hénault-Ethier, Louise	Membre	2022-05-04	2026-05-03	
Joizil, Karine	Présidente du conseil	2016-04-20	2026-04-13	
		(renouvelée le 14 avril 2021)		

Fin de mandat au courant de l'année financière

Stéphanie Benoit
Monique Laberge
Valérie Racine

Notes :

* À l'exception de la présidente-directrice générale, les membres du conseil d'administration agissent à titre gracieux.

QUESTION PARTICULIÈRE NO 1c)

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2022-2023, indiquer :

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
(excluant la présidente - directrice générale)

Membres du conseil d'administration	Frais de déplacement et de voyage		Frais de repas	Représen- tation	Réunions du conseil d'administratio n (repas et loc. de salle)
	Héber- gement	Déplacement (kilométrage, essence, location auto, train, taxi)			
Total	3 799 \$	3 303 \$	1 391 \$	0 \$	2 331 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 02

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2022-2023. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participations;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

TYPE DE LA FORMATION	COÛTS EXTERNES	NOMBRE DE JOURS PARTICIPANTS
Formation en développement spécifique	48 673 \$	34,5
Formation en développement personnel	17 000 \$	4,4
Formation à l'Ordre des comptables professionnels agréés (CPA)	5 292 \$	18,3
Colloque, Congrès, conférence	12 443 \$	45,0

QUESTION PARTICULIÈRE NO 03

Sommes dépensées en 2022-2023 (et prévisions pour 2023-2024) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CAG/ITQ).

Veillez vous référer à la question générale no 40.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

5 employés occasionnels (sur 81 employés) en 2022-2023	6%
2 employés occasionnels devenus permanents (sur 76 employés permanents) en 2022-2023	3%

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5

Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2022-2023 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Nom du fournisseurs	Date de la facture	MONTANT	Sujet
LANGLOIS avocats, S.E.N.C.R.L.	2022-04-11	460 \$	Règlement visant l'élaboration, la mise en oeuvre et le soutien financier d'un système de consigne de certains tenants
	2022-05-09	2 539 \$	Application de l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du conseil exécutif
	2022-11-15	3 178 \$	Règlement visant l'élaboration, la mise en oeuvre et le soutien financier d'un système de consigne de certains tenants
	2022-12-08	5 467 \$	Règlement visant l'élaboration, la mise en oeuvre et le soutien financier d'un système de consigne de certains tenants
Total:		11 644 \$	

QUESTION PARTICULIÈRE N° 06

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
COMMUNICATIONS TRANSCRIPT	Traduction : Plan stratégique, Traduction Mandats Interprétation, Projet <i>Villes et régions circulaires</i> , Trousse outils feuille de route régionale en économie circulaire, Projet CCRI (Circular Cities and Regions Initiatives), Bilan GMR 2021, Programme de soutien aux communautés isolées, Projet VCMI (Value Chain Management International) et autres documents et présentations.	51 139 \$

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023.

Aucun mandat en 2022-2023

QUESTION PARTICULIÈRE N^o 08

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Aucun

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023:

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

NOM ET TYPE DE L'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEUR	COÛT
Campagne grand public de sensibilisation à la gestion des matières résiduelles (2022-2023)	Campagne publicitaire intégrée portant sur la gestion des matières organiques	LG2 MONTRÉAL INC.	1 930 584 \$
	Campagne RecycleMédias	CHALLENGE	24 700 \$
		LG2 QUÉBEC INC.	103 055 \$
Campagne application mobile (2022-2023)	Production d'éléments visuels web pour promouvoir l'utilisation de l'application mobile Ça va où? et des trucs pour bien trier	LES ÉVADÉS INC.	60 000 \$
	Campagne de promotion de l'application mobile Ça va où?	GOOGLE LLT	11 710 \$
		LA PRESSE	16 639 \$
		META PLATFORMS, INC.	4 800 \$
		URBANIA	10 000 \$
Campagne Confiance citoyenne (2022-2023)	Production et diffusion de la campagne numérique grand public sur la gestion des matières résiduelles	LES ÉVADÉS INC.	151 707 \$
	Campagne de sensibilisation à la gestion des matières résiduelles	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA	20 801 \$
		LA PRESSE	22 000 \$
		PELMOREX	19 000 \$
		LE DEVOIR	19 755 \$
		QUÉBECOR	20 300 \$
		TV5/UNISTV	6 510 \$
		L'ACTUALITÉ	7 500 \$
		TÉLÉ-QUÉBEC	12 000 \$
		GOOGLE LLT	17 625 \$
		META PLATFORMS, INC.	18 000 \$
		MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	6 864 \$
Campagne Consommation responsable (2022-2023)	Production et diffusion de la campagne grand public sur la consommation responsable	COSSETTE	94 636 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme et les raisons du rejet.

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
------------------------	-------------------------	---------

Programme des pneus hors d'usage

Programme d'appui à la recherche et au développement de produits issus du réemploi et du recyclage des pneus hors d'usage

DYNAMAT INC.	Aide financière pour la recherche et développement	18 000 \$
GREENOVEL INC	Aide financière pour la recherche et développement	25 944 \$
PECCA TECHNOLOGIES INC.	Aide financière pour la recherche et développement	22 500 \$
PHOENIX INNOVATION TECHNOLOGY INC.	Aide financière pour la recherche et développement	27 720 \$
REVALORISATION TPOL INC.	Aide financière pour la recherche et développement	150 000 \$
ROYAL MAT INC.	Aide financière pour la recherche et développement	22 500 \$
TOTAL		266 664 \$

Programme québécois de gestion des pneus hors d'usage 2021-2026

ANI-MAT INC.	Traitement des pneus hors d'usage d'automobiles et de camions	4 527 732 \$
CENTRE TECHNO-PNEU INC.	Remoulage des pneus hors d'usage d'automobiles et frais de tri	74 314 \$
DYNAMAT INC.	Traitement des pneus hors d'usage d'automobiles et de camions	964 496 \$
ECOLOMONDO ENVIRONMENTAL (HAWKESBURY) INC.	Traitement des pneus hors d'usage d'automobiles et de camions	1 519 \$
FAIDA INC.	Traitement des pneus hors d'usage d'automobiles et de camions	651 514 \$
GÉOCYLE CANADA INC.	Valorisation des pneus hors d'usage d'automobiles	18 456 \$
REVALORISATION TPOL INC.	Traitement des pneus hors d'usage d'automobiles et de camions	1 126 083 \$
REVALORISATION TPOL INC.	Valorisation des pneus hors d'usage d'automobiles, de camions et de pneus miniers pleins, de lambeaux et de pneus sales	80 564 \$
ROYAL MAT INC.	Traitement des pneus hors d'usage d'automobiles et de camions	2 941 643 \$
WEDED INC.	Traitement des pneus hors d'usage d'automobiles et de camions	61 405 \$
TOTAL		10 447 725 \$

Régime de compensation pour les services municipaux de la collecte sélective

Appel de propositions pour améliorer la qualité et les débouchés de matières recyclables de la collecte sélective

9224-1017 QUÉBEC INC. - CED-LO	Amélioration de la capacité de granulation et de lavage de plastiques recyclés par l'ajout et la rénovation d'équipements	300 000 \$
SOCIÉTÉ V.I.A. INC.	Modernisation du centre de tri de Rivière-du-Loup	375 000 \$
TOTAL		675 000 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
------------------------	-------------------------	---------

Fonds d'électrification et de changements climatiques (FECC)

Élaboration et la mise en oeuvre d'un programme visant la réduction, la récupération et le recyclage des matières organiques du secteur des industries, commerces et institutions

AÉROPORTS DE MONTRÉAL	Maximiser les quantités triées, en accompagnant ses concessions alimentaires, et en équipant ses aires publiques pour le tri des matières organiques	295 677 \$
AVRIL SUPERMARCHÉ SANTÉ	Le projet consiste en l'implantation d'une collecte des matières organiques dans les succursales des supermarchés Avril et le centre de distribution, couplée à une centralisation des matières au centre de distribution de Granby	148 167 \$
CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ & DE SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS	Sensibiliser à la réduction à la source les résidus alimentaires générés par les repas servis aux usagers des sites visés, récupérer les résidus alimentaires non consommés (surplus) afin de permettre leur réemploi par d'autres organismes, traiter la matière organique sur nos sites à fort volume de résidus alimentaires pour pallier le manque d'espaces d'entreposage, recycler les résidus alimentaires récupérés dans les services alimentaires (les restes de repas et restes de préparation) en vue d'une collecte pour le compostage par les services municipaux respectifs des sites ciblés	146 400 \$
CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ & DE SERVICES SOCIAUX CAPITALE-NATIONALE	Le projet d'amélioration des pratiques de gestion des matières organiques au CIUSSS de la Capitale Nationale vise à implanter des outils de collecte, de récupération et de valorisation des matières organiques dans les établissements sélectionnés. En effet, les centres d'hébergement et de réadaptation et les centres locaux de santé du CIUSSS de la Capitale Nationale génèrent d'importantes quantités de matières organiques qui sont actuellement envoyées à l'enfouissement ou à l'incinérateur	200 000 \$
COOP BOOMERANG	Transformation des drêches de microbrasseries en farines pour l'industrie alimentaire	98 994 \$
ENTOSYSTEM INC.	Acquisition d'un décompacteur dans le but d'augmenter la quantité de matières organiques traitées par jour, en diversifiant nos intrants avec des résidus organiques alimentaires triés à la source	150 000 \$
KEFIPLANT INC.	Projet visant l'optimisation du processus de production permettant la réduction de résidus organiques, la transformation et valorisation en sous-produits de ces déchets et la commercialisation de ces nouveaux produits innovants qui pourront être certifiés biologiques	126 000 \$
LA CENTRALE AGRICOLE	Mise en place d'un site de gestion décentralisée des matières organiques destinées au traitement et à la valorisation des résidus organiques de ses membres, implanter une collecte des matières organiques auprès de nos membres, valoriser une partie des résidus encore comestibles par la bonification de la cuisine de transformation existante, recycler le reste des résidus par la mise en place d'un composteur industriel thermophile	102 923 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
------------------------	-------------------------	---------

Élaboration et la mise en oeuvre d'un programme visant la réduction, la récupération et le recyclage des matières organiques du secteur des industries, commerces et institutions (suite)

MOISSON ESTRIE	Objectif du projet : Ajouter au minimum 10 épiceries ou autres commerces alimentaires au réseau de Moisson Estrie, qui sont situés dans la région de Sherbrooke, afin de récupérer, réutiliser ou valoriser leurs résidus alimentaires qui sont actuellement non valorisés et éliminés dans la collecte des déchets. Ces résidus seront rapatriés au centre de distribution de Moisson Estrie, où ils seront triés afin de récupérer les denrées alimentaires consommables et de les distribuer aux autres organismes d'aide sociale ou alimentaire estriens	90 640 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE JOLIETTE	Implantation chez 50 générateurs ICI la collecte des MO par conteneur de 2000 litres	22 774 \$
PROREC INC.	Augmenter la capacité de traiter des matières organiques emballées et d'élargir les possibilités de valorisation de ces rejets du Québec, acquérir un équipement appelé "Turbo-separator" qui a comme particularité de pouvoir briser et séparer dans une même opération des pdts suremballées et réussir à en extraire la matière organique avec peu de pertes	50 255 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE TRAITEMENT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DES MRC DE LA MATAPÉDIA ET DE LA MITIS	Implanter une collecte des matières organiques dans les industries, les commerces et les institutions des MRC de La Matapédia et de La Mitis	127 389 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE. DES DÉCHETS DE TÉMIS	Le projet vise à fournir à chaque ICI qui génère des matières organiques un conteneur à chargement avant dédié à ces matières, soit 127 sites répartis sur les 19 municipalités de la MRC	168 084 \$
SYNERGIE ÉCONOMIQUE LAURENTIDES	Augmenter le taux de compostage des institutions, commerces et industries en alliant les démarches des municipalités et MRC dans la municipalisation des services offerts aux institutions, commerces et industries et l'apport d'un conseiller au niveau d'un accompagnement gratuit et personnalisé des institutions, commerces et industries	197 331 \$
SYNERGIE SANTÉ ENVIRONNEMENT	Valorisation annuelle de 417 tonnes de matières organiques issues de l'activité des services alimentaires dans sept installations de trois établissements de santé et de services sociaux	122 376 \$
UNIVERSITÉ MCGILL	Élargir le programme de récupération des matières organiques à 17 bâtiments académiques supplémentaires tout en déployant une stratégie ciblée de communication et sensibilisation	44 244 \$
VILLE DE MONTRÉAL	Implanter graduellement la collecte municipale dans les établissements produisant des résidus alimentaires assimilables, en termes de qualité et de quantité, aux secteurs résidentiels	68 250 \$
VILLE DE SHERBROOKE	Élargir son service de collecte municipale de la matière organique auprès des institutions, commerces et industries, tout en misant sur la sensibilisation à la réduction du gaspillage et à un accompagnement afin de maximiser la qualité du tri à la source	18 453 \$
TOTAL		2 177 957 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
------------------------	-------------------------	---------

Programme d'aide financière visant à améliorer la gestion des résidus de construction, rénovation et démolition

CENTRE DE TRI D'ARGENTEUIL	Valorisation de la fraction 12mm – 50mm des fines de centre de tri de CRD	59 341 \$
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	Projet de traitement physico-chimique des résidus fins de CRD	315 000 \$
TOTAL		374 341 \$

Programme aide au compostage domestique et communautaire

MUNICIPALITÉ DE DURHAM-SUD	Aide PTMOBC/ACDC, cadre 3	23 853 \$
CANTON DE HAVELOCK	Aide PTMOBC/ACDC	26 579 \$
	Aide PTMOBC/ACDC, cadre 3	17 815 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'ISLET	Aide PTMOBC/ACDC, cadre 3	42 407 \$
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-LA-PAIX	Aide PTMOBC/ACDC	17 066 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-FÉLIX-DE-KINGSEY	PTMOBC/ACDC, cadre 2	125 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JEAN-DE-BRÉBEUF	PTMOBC/ACDC, cadre 2	362 \$
CANTON DE LOCHABER-PARTIE-OUEST	Aide PTMOBC/ACDC	12 740 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE. DES DÉCHETS DE TÉMISCOUATA	Aide PTMOBC/ACDC, cadre 3	691 137 \$
TOTAL		832 084 \$

Recyc-Québec

Programme de soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec

LE MAITRE EMBALLAGE DURABLE-LONGUEUIL INC.	Nouvelle installation pour les contenants à remplissage multiple	125 000 \$
LES ENTREPRISES ROLLAND INC.	Installation d'un déchiqueteur pour améliorer le recyclage des cartons multicouches et augmenter la capacité de traitement de l'usine de Breakyville	119 560 \$
O-I CANADA CORP.	Aide contenant de boissons	1 000 000 \$
TOTAL		1 244 560 \$

Traitement de pneus de vélo hors d'usage

LE CONSORTIUM L'ÉCHO-LOGIQUE INC.	Récupération des pneus de vélo hors d'usage	217 062 \$
REVALORISATION TPOL INC.	Valorisation des pneus de vélo hors d'usage	16 185 \$
TOTAL		233 247 \$

Élaboration et la MEO d'un programme de récupération et de valoration des réfrigérateurs et congélateurs domestiques

GROUPE PURESPhERA INC.	Prise en charge complète des appareils de réfrigération et congélation en attendant la nouvelle REP	126 740 \$
TOTAL		126 740 \$

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP)

Programme de la Stratégie québécoise de l’eau - Bannissement plastique à usage unique

CÉGEP ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	Élimination des plastiques à usage unique	44 452 \$
CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ & DE SERVICES SOCIAUX	Élimination des plastiques à usage unique	46 328 \$
CRPE (CAFÉS ET RESTAURANTS POUR L'ENVIRONNEMENT)	Élimination des plastiques à usage unique	7 999 \$
GRAME - GR. DE RECH. EN MACROÉCOLOGIE	Élimination des plastiques à usage unique	25 415 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROUSSILL	Élimination des plastiques à usage unique	60 000 \$
RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE MANICOUAGAN	Élimination des plastiques à usage unique	26 258 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	Élimination des plastiques à usage unique	29 523 \$
VILLE DE MATANE	Élimination des plastiques à usage unique	16 937 \$
VILLE DE QUÉBEC	Élimination des plastiques à usage unique	60 000 \$
TOTAL		316 912 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
------------------------	-------------------------	---------

Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) - Plan d'action GMR 2019-2024

Action 2.1 - Programme de soutien, de modernisation et d’arrimage avec les besoins et marchés (incluants projets pilotes)

CONTENEUR ROSE INC.	Analyse de faisabilité afin de développer un centre de tri CRD	30 000 \$
DUBAC CENTRE DE TRI INC.	Étude de faisabilité pour implantation d'un nouveau centre de tri pour les matériaux CRD dans la Montérégie	30 000 \$
GAUDREAU ENVIRONNEMENT INC.	Diagnostic des opérations de la chaîne de tri pour diminuer les rejets	250 000 \$
GFL ENVIRONMENTAL INC.	Modernisation du centre de tri de St-Hubert	240 979 \$
LOCATION DALJI INC.	Achat d'une chargeuse en remplacement de l'existante	43 548 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE BROME-MISSISQUOI	Modernisation du centre de tri	12 758 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE LA GASPÉSIE	Modernisation du centre de tri	375 000 \$
RESSOURCE DE RÉINSERTION LE PHARE	Modernisation du centre de tri	15 000 \$
PRO-JET A&A DIVISION CONTENEUR INC.	Étude de marché et élaboration du modèle d'affaire pour un centre de tri CRD	9 063 \$
SERVICES SANITAIRES DF DE BEAUCE INC.	Diagnostic du centre de tri en vue d'une modernisation	12 157 \$
TRICENTRIS - TRI, TRANSFORMATION, SENSIBILISATION	Conversion d'un lecteur optique existant en un lecteur optique à double éjection pour les contenants de plastique	123 921 \$
TRANSPORT R.L.S.	Implantation d'un centre de tri CRD en Outaouais (Papineauville)	624 573 \$
VILLECO INC.	Analyse de faisabilité d'un centre de tri CRD robotisé	10 500 \$
3888061 CANADA INC.	Modernisation du centre de tri d'Alma, actuellement à l'arrêt	500 000 \$
WASTE CONNECTIONS OF CANADA INC.	Modernisation du centre de tri	125 000 \$
TOTAL		2 402 498 \$

Action 3.1 - Programme de soutien au développement des débouchés et d'innovations technologiques

AFMERICA TECHNOLOGIE INC.	Projet-pilote production de charbon actif à partir de marc de café	125 000 \$
9438-6430 QUÉBEC INC.(ÉCO-PLASTIQUES)	Étude de faisabilité sur un approvisionnement de plastique	11 186 \$
CONTENEURS KRT INC.	Amélioration de procédé - acquisition d'équipement pour conditionner les résidus de bardeaux et de gypse pour acheminer vers de nouveaux marchés (usine d'asphaltage du Maine et gypse en litière)	500 000 \$
CRB INNOVATIONS INC.	Projet pilote - valorisation énergétique: textiles sanitaires usés et résidus du CIUSSS.	125 000 \$
DÉFI POLYTECK	Optimisation des opérations de démantèlement des appareils froids (incluant le numérique)	14 357 \$
EXCLUSIV'OR INC.	Étude de faisabilité - réalisation d'une étude (plan d'affaires) pour l'implantation d'une installation de production de bioplastique à base d'amidon de pommes de terre	12 250 \$
ENVIRONNEMENT VIRIDIS	Démarrage d'une nouvelle installation de conditionnement - projet de vitrine technologique du procédé de traitement SHOC et de recyclage des matières organiques	150 000 \$
ETHANOL CELLULOSIQUE VARENNES S.E.C.	Recherche et analyse d'intrants pour la future usine de gazéification de recyclage carbone Varennes	12 993 \$
GENERAL RECYCLED LTD.	Développement d'un programme de recyclage en boucle fermée pour les déchets textiles non biodégradables résistants au feu	250 000 \$
GROUPE CODERR	Étude de faisabilité technique et économique - optimiser le processus de conditionnement des livres usagés	5 250 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
------------------------	-------------------------	---------

Action 3.1 - Programme de soutien au développement des débouchés et d'innovations technologiques (suite)

GROUPE PURESPhERA INC.	Modification pour améliorer qualité du tri - optimisation de la récupération et le recyclage des plastiques issus du recyclage d'appareils froids domestiques	325 629 \$
LES ENTREPRISES ROLLAND INC.	Étude de faisabilité technique et économique - valorisation des rejets plastiques et aluminiums issus du recyclage des contenants multicouches	286 939 \$
LES PLASTIQUES D.C. INC.	Modernisation d’une installation existante/améliorer la qualité - amélioration de la qualité et de production du Polyoléfine	250 000 \$
MODIX PLASTIQUE INC.	Révision du plan d'affaires - seconde ligne de production	500 000 \$
MOTEURS C-A INC.	Acquisition d'équipement pour le reconditionnement de réservoirs et bonbonnes de propane	156 572 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE LA GASPÉSIE	Valorisation locale de verre conditionné.Étude pour ientifier des débouchés locaux pour le verre issu du centre de tri.	119 000 \$
MUNICIPALITE REGIONALE DE COMTE DE RIVIERE	Analyse de marché - Évaluation et quantification du gisement de surplus de textiles du Bas-Saint Laurent	17 500 \$
PF RESOLU CANADA INC.	Étude de faisabilité technique et économique - oxydation hydrothermale	15 160 \$
POLY-DENS	Plan d'affaires - ligne de conditionnement PET thermoformé	17 500 \$
RECAST WASTE CORP.	Usine pilote	250 000 \$
RECYCLAGE MBM 2010 INC.	Ajout d'une ligne de conditionnement semi-automatisée	248 037 \$
RECYC-MATELAS INC.	Implantation, dans un lieu existant, d'équipement permettant de débiter ou d'accroître substantiellement - recyclage des matelas - projet d'automatisation pour son usine de Montréal	321 494 \$
RV2 TECHNOLOGIES INC.	Projet Pilote - verre microniser (dans les installations de Verrox) pour ensuite le traiter et obtenir silice précipitée	74 962 \$
TOUJOURS BON INC.	Acquisition d'équipement pour accroître les capacités de conditionnement de drêches provenant de différentes sources	144 937 \$
VIKING RECYCLAGE	Analyse de marché - ligne de traitement des fibres à Montréal qui serait dédiée au recyclage des déchets de tapis générés principalement au Québec	6 991 \$
TOTAL		3 940 757 \$

Action 6.1 - Programme de soutien pour l'écoconception et l'augmentation de la durée de vie des produits

ASSOCIATION DES LIBRAIRES DU QUÉBEC	Programme de soutien pour l'écoconception et l'augmentation de la durée de vie des produits	25 438 \$
CAMBIUM DISTRIBUTION INC.	Programme de soutien pour l'écoconception et l'augmentation de la durée de vie des produits	51 966 \$
LES RECETTES COOK IT INC.	Programme de soutien pour l'écoconception et l'augmentation de la durée de vie des produits	160 000 \$
TOTAL		237 404 \$

Action 7.1 - Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques d'acquisitions

ASSOCIATION DES SOCIETES DE DEVELOPPEMENT	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	96 550 \$
AVRIL SUPERMARCHÉ SANTÉ	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	75 878 \$
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-S	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	42 762 \$
CHOCOLAT LAMONTAGNE INC.	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	110 099 \$
CONSEIL REGIONAL DE L'ENVI. RE. CAPITALE-N	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	29 903 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LAVAL	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	26 050 \$
COOPÉRATIVE INCITA	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	31 745 \$
EPICERIE BOCOBOCO INC.	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	154 473 \$
GRAME - GR. DE RECH. EN MACROÉCOLOGIE	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	56 000 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'ASSOMPTION	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	34 558 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'ISLET	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	22 349 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
RÉSEAU DES FEMMES EN ENVIRONNEMENT	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	20 071 \$
SADC DU KAMOURASKA INC.	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	29 533 \$
TECHNITEXTILE QUÉBEC	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	31 175 \$
VILLE DE CANDIAC	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	22 046 \$
VILLE DE LÉVIS	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	46 284 \$
VILLE DE MASCOUCHE	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	32 200 \$
VILLE DE SHERBROOKE	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	55 479 \$
VILLE DE TERREBONNE	Programme de soutien pour réduire le recours à ces produits et adapter les pratiques	40 392 \$
TOTAL		957 546 \$

Action 9.2 - Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions

ALIMENTATION SERRO INC.	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	67 781 \$
COOP DE SOLIDARITÉ CULTUR'INNOV	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	105 000 \$
CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAVAL	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	98 209 \$
CGMPM - CORPO. DE GESTION DES MARCHÉS PUBLIQUE	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	47 209 \$
HÔTEL R.C.M. INC.	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	46 039 \$
LE PIGNON BLEU, LA MAISON POUR GRANDIR	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	24 003 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROUSSILL	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	60 003 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE CHARLEVOIX	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	53 471 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROUVILLE	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	26 196 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA VALLÉ	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	81 419 \$
RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE LA MAURICIE	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	103 345 \$
RESTAURANT LE MOLIERE INC.	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	21 060 \$
RESTAURANT LEMÉAC CAFÉ BISTRO INC.	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	62 697 \$
TRICYCLE INC.	Programme pour favoriser la collecte de matières organiques dans les industries, commerces et institutions	105 000 \$
TOTAL		901 432 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
------------------------	-------------------------	---------

Action 10.1 - Programme de soutien pour mesurer et contrer le gaspillage alimentaire (réalisation de diagnostic et mise en œuvre d'un plan d'action par organisation ou secteur)

9464-1321 QUÉBEC INC.	Soutien financier contre le gaspillage alimentaire	16 889 \$
9309-4910 QUEBEC INC.	Soutien financier contre le gaspillage alimentaire	113 913 \$
BOULANGERIE CANADA BREAD, LIMITEE	Soutien financier contre le gaspillage alimentaire	84 392 \$
BOUFFE-ACTION DE ROSEMONT	Soutien financier contre le gaspillage alimentaire	56 964 \$
COOP DE SOLIDARITÉ À CONTRE-COURANT	Soutien financier contre le gaspillage alimentaire	19 727 \$
LES ALIMENTS O SOLE MIO INC.	Soutien financier contre le gaspillage alimentaire	150 000 \$
TOUJOURS BON INC.	Soutien financier contre le gaspillage alimentaire	124 353 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	Soutien financier contre le gaspillage alimentaire	27 203 \$
TOTAL		593 441 \$

Action 12.1 - Actions pour la récupération de matières spécifiques dans les secteurs public et parapublic, dont des projets-pilotes

FONDATION MONIQUE FITZ-BACK	Mobiliser et à outiller les écoles secondaires du Québec pour leur permettre d’optimiser la gestion qu’elles font de leurs matières résiduelles et à offrir un programme de gestion des matières résiduelles clé en main à soixante d’entre elles, réparties dans différentes villes et municipalités régionales de comté	50 000 \$
TOTAL		50 000 \$

Action 13.1- Programme de soutien pour consolider les symbioses territoriales et poursuivre leur développement au Québec

CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	72 000 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT CAPITALE-NATIONALE	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	72 000 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	97 920 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA MAURICIE	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	72 000 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA MONTÉRÉGIE	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	63 095 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT GASPÉS	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	72 000 \$
CORPORATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	72 000 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA HAUTE-YAMASKA	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	61 368 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROBERT-CLICHE	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	72 000 \$
PME MTL EST-DE-L'ÎLE	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	72 000 \$
SADC ABITIBI-UEST	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	51 084 \$
SADC DE LA CÔTE-NORD INC.	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	72 000 \$
SADC DU KAMOURASKA INC.	Soutien pour consolider les symbioses territoriales	72 000 \$
TOTAL		921 467 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
Action 14.1 - Optimisation et accessibilité des écocentres		
CANTONS UNIS DE STONEHAM-ET-TEWKESBURY	Optimisation de l'écocentre	37 500 \$
COMPLEXE ENVIRO CONNEXIONS LTÉE	Optimisation de l'écocentre	37 500 \$
ÉCOCENTRE DE LA MITIS	Optimisation de l'écocentre	16 842 \$
MRC DE KAMOURASKA	Optimisation de l'écocentre	43 862 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC	Optimisation de l'écocentre	37 500 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE CHARLEVOIX	Optimisation de l'écocentre	12 095 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE JOLIETTE	Optimisation de l'écocentre	18 750 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA HAUTE-YAMASKA	Optimisation de l'écocentre	18 750 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA VALLÉ	Optimisation de l'écocentre	75 000 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MARGUERITE-D'YOUVILLE	Optimisation de l'écocentre	12 138 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES BASQUES	Optimisation de l'écocentre	30 403 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU ROCHER-PERCÉ	Optimisation de l'écocentre	67 500 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU VAL-SAIN	Optimisation de l'écocentre	35 000 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE GESTION INT. DÉCHETS BÉCANCOUR	Optimisation de l'écocentre	250 000 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE. DES DÉCHETS DE TÉMIS	Optimisation de l'écocentre	52 994 \$
VILLE DE GATINEAU	Optimisation de l'écocentre	56 250 \$
VILLE DE MONTRÉAL	Optimisation de l'écocentre	37 500 \$
VILLE DE RIMOUSKI	Optimisation de l'écocentre	37 500 \$
VILLE DE VAL-DES-SOURCES	Optimisation de l'écocentre	37 500 \$
TOTAL		914 584 \$

Action 15.1-Poursuite du programme de récupération des réfrigérateurs et congélateurs domestiques

CARREFOUR ENVIRONNEMENT SAGUENAY	Prise en charge complète des appareils de réfrigération et congélation en attendant la nouvelle REP	17 535 \$
GROUPE PURESPhERA INC.	Prise en charge complète des appareils de réfrigération et congélation en attendant la nouvelle REP	218 665 \$
TOTAL		236 200 \$

Action 17.1- Programme de soutien à des initiatives liées aux matières ciblées

9454-2594 QUEBEC INC.	Récupération des vêtements de la marque et des retailles de production pour réemploi, recyclage et revalorisation	29 996 \$
EQUIPEMENTS TONIC PERFORMANCE INC.	Collecte, remise à neuf et réemploi des équipements de conditionnement physique	31 922 \$
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE D'ULTIMATE	Récupération et recyclage de disques volants (Frisbees)	10 800 \$
MARTIN GAGNON	Projet pilote de production de palettes en composite à partir de matières riches en carbone (ÉPI, textiles, meubles rembourrés et autres plastiques)	30 000 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DU CENTRE DE VALORISATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS ET DE SHERBROOKE	Structuration de la filière de réemploi et de recyclage des meubles rembourrés en Estrie	25 147 \$
SERVICE D'ENTRAIDE BASSE-VILLE INC.	Développer un service de vente de meubles usagés de qualité à une clientèle diversifiée	70 000 \$
TOTAL		197 864 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;	Neuf employés, incluant la directrice	
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;	2 018 435 \$	
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes:		
Communication en continu avec le cabinet du ministre du MELCCFP pour partage d'informations, validation de communiqués de presse et de lignes médias.		
Depuis l'automne 2022, statutaires aux deux semaines avec le cabinet pour communiquer, au besoin, avec la direction des communications du MELCCFP pour la validation de citations ou de mots du ministre.		
d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.		
	FOURNISSEURS	COÛT GLOBAL
Sommes investies en veille médiatique en 2022-2023	CISION CANADA INC.	18 188 \$
	RÉFÉRENCE MÉDIA	35 251 \$
e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	N/A	

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour l'année 2022-2023, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2023-2024.

2022-2023:

DESCRIPTION	0 à 30 jrs	30 à 60 jrs	61 jrs et plus	TOTAL
Programme des pneus hors d'usage	96 188 \$	- \$	- \$	96 188 \$
Corporatif	6 653 \$	- \$	500 \$	7 153 \$

DESCRIPTION	0 à 45 jrs	46 à 75 jrs	76 jrs et plus	TOTAL
Consigne bière	472 108 \$	132 556 \$	1 440 604 \$	2 045 268 \$

Moyens entrepris pour recouvrer les créances:

- Suivi sur une base mensuelle.
- Déductions des sommes à recevoir aux sommes à payer dans le cadre du programme des pneus hors d'usage.
- Envoi de relevé de compte mensuel aux entreprises visées.
- Des ententes de paiement sont effectuées auprès des adhérents de la consigne en difficulté financière.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 15

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.

- a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste;
- b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.

Aucun poste aboli sous le régime du RQAP en 2022-2023

QUESTION PARTICULIÈRE N°95

État de situation, au 31 mars 2023, des débouchés du verre au Québec. Fournir les avis et les études produites par le ministère ou commandées par le ministère afin :

- a) d'améliorer le traitement et le recyclage du verre au Québec;**
- b) la possibilité de consigner tous les contenants de verre.**

État de la situation au 31 mars 2023 des débouchés du verre au Québec :

Selon les données du Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles au Québec produit par RECYC-QUÉBEC, 23 % du verre généré par le secteur municipal est récupéré, trié et acheminé aux fins de recyclage. Le taux global d'acheminement aux fins de recyclage pour l'ensemble des matières de la collecte sélective municipale était de 47 %.

De plus, les conditionneurs et recycleurs de verre québécois qui ont répondu au Bilan 2021 ont traité 155 000 tonnes de verre, dont 78 % provenaient du Québec. Le verre reçu provenait à 28 % de centres de tri de la collecte sélective et 17 % provenait du système de consigne québécois.

Il est également à noter qu'en 2021 ce sont 92 000 tonnes de verre que les centres de tri n'ont pu expédier vers des conditionneurs et recycleurs et qui ont plutôt été acheminées vers des lieux d'enfouissement technique pour être utilisées en recouvrement journalier ou pour d'autres usages tels l'aménagement de chemins d'accès.

Le prochain Bilan portera sur l'année 2023 et les résultats seront disponibles à l'automne 2024.

Pour le système de consigne publique, 34 166 tonnes de verre ont été mises en marché du 1er janvier au 31 décembre 2022. De cette quantité, 18 653 tonnes ont été récupérées, pour un taux de récupération de 54,59 %.

Réalisée en 2019-2020 par RECYC-QUÉBEC, la plus récente étude de caractérisation des matières éliminées provenant des secteurs municipaux, ICI et CRD indique que le verre représente 1,6 % des quantités éliminées au Québec, soit 78 000 tonnes. Il s'agit d'une baisse de 9 % par rapport à la dernière étude réalisée en 2011.

Initiatives récentes :

Dans le cadre du Programme de soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec, RECYC-QUÉBEC a octroyé l'aide financière suivante à des projets liés au verre :

- Bellemare Abrasifs & Minéraux (2 000 000 \$) : Plan de tri optique du verre;
- Le Maître Emballage Durable (500 000 \$) : Nouvelle installation pour le lavage de contenants à remplissage multiple;
- Owens Illinois Canada Corp. (2 000 000 \$) : Augmentation de la capacité de traitement d'une installation.

Dans le cadre du Programme de soutien au développement des débouchés et d'innovations technologiques pour le traitement de matières résiduelles au Québec, deux autres projets relatifs au verre ont été soutenus :

- Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles de la Gaspésie (RITMRG) : Étude pour identifier des débouchés locaux pour le verre issu du centre de tri (8 750 \$);
- RV2 Technologies (242 000 \$) : Projet pilote en lien avec la silice précipitée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024 RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

RECYC-QUÉBEC a agréé un nouveau conditionneur de verre pour la consigne.

Dans le cadre de la modernisation du système de consigne, RECYC-QUÉBEC a supporté le développement de projets pilotes qui sont en opération depuis le 31 juillet 2021 et dont certains demeurent en vigueur. La première phase des projets pilotes a permis de récupérer plus de 895 000 contenants de verre pour un tonnage estimé de 340 tonnes.

Prévisions des démarches pour 2022-2023 :

RECYC-QUÉBEC continuera ses travaux d'analyse et de soutien de la filière quant à la mise en place d'options de récupération pour le verre et quant au développement de débouchés diversifiés, notamment dans le contexte de la modernisation des systèmes de consigne et de collecte sélective selon l'approche de responsabilité élargie des producteurs. D'ailleurs, des objectifs de récupération, de valorisation et de valorisation locale sont fixés dans les projets de règlements.

État de la mise en place, au 31 mars 2023, de l'élargissement de la consigne au Québec. Fournir avis, études et analyses produites par le ministère ou commandés par celui-ci afin :

- a) d'évaluer le nombre d'entreprises qui auront la responsabilité financière, opérationnelle et communicationnelle du nouveau système;**
- b) d'identifier les projets pilotes qui seront mis en place dans certaines municipalités du Québec;**
- c) d'évaluer les objectifs de récupération prévus par le ministère;**
- d) fournir une ventilation des sommes engagées en 2023-2024 pour l'élargissement de la consigne.**

Le 30 janvier 2020, le gouvernement du Québec annonçait la modernisation de la consigne et son élargissement à tous les contenants de boissons mis en marché au Québec de 100 ml à 2L en plastique, verre, métal et carton multicouches. Plus de quatre milliards de contenants seront désormais consignés annuellement. Le projet de loi 65, présenté en septembre 2020 a été adopté en mars 2021 à l'unanimité. Le Règlement visant l'élaboration, la mise en œuvre et le soutien financier d'un système de consigne de certains contenants a été publié le 7 juillet 2022.

Les différentes études et analyses produites par RECYC-QUÉBEC se trouvent à cette adresse :

[RECYC-QUÉBEC - Modernisation des systèmes québécois de consigne et de collecte sélective \(gouv.qc.ca\)](https://recyc-quebec.gouv.qc.ca)

Les études et analyses plus récentes se trouvent sur le [site web de l'Association québécoise de récupération des contenants de boissons](#).

Évaluation du nombre d'entreprises qui auront la responsabilité financière, opérationnelle et communicationnelle du nouveau système :

Dans le système de consigne actuel, plus de 300 entreprises déclarent des ventes de contenants aux gestionnaires du système. Le nouveau système devrait toucher plus du double de ce nombre d'entreprises. Dans l'analyse d'impact réglementaire réalisée par le MELCCFP, la section 4.1.1 porte sur les entreprises visées, notamment :

- Les fournisseurs de boissons non alcoolisées en Amérique du Nord font partie d'un marché oligopolistique. Les principales entreprises de ce marché sont Coca-Cola, PepsiCo, Nestlé, Naya et Lassonde (p.14);
- Les principaux distributeurs de lait sont des grandes entreprises comme Parmalat (Lactancia, Béatrice), Agropur (Québon, Natrel, Sealtest) et Saputo (Nutrilait) (p.14);
- La SAQ met annuellement en marché 200 millions de bouteilles de verre qui seraient visées par le projet de consigne.

Depuis le début du printemps 2020, plusieurs associations de producteurs se sont réunies au nom d'un « consortium sur la modernisation de la consigne ». Ce consortium réunit aujourd'hui les organisations suivantes :

- Association des brasseurs du Québec (ABQ);
- Association canadienne des boissons (CBA);
- Conseil de la transformation alimentaire du Québec (CTAQ);
- Société des alcools du Québec (SAQ);
- Association des négociants embouteilleurs de vins (ANEV);
- Conseil du vin du Québec (CVQ);
- Association des producteurs de cidres du Québec;
- Conseil des industriels laitiers du Québec (CILQ);
- Conseil canadien du commerce de détail (CCCD);
- Association des détaillants en alimentation du Québec (AQDA);
- Association des restaurateurs du Québec (ARQ);
- Restaurants Canada.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

L'ABQ, le CBA, le CTAQ, l'ANEV et le CILQ ont créé à l'automne 2020 une nouvelle organisation à but non lucratif, soit l'Association québécoise de récupération des contenants de boisson (AQRCB).

Le consortium est somme toute représentatif de l'industrie, notamment puisque ces associations représentent les entreprises qui mettent en marché au Québec la quasi-totalité des volumes de boissons visées par la modernisation de la consigne.

Les producteurs et premiers metteurs en marché visés par la consigne élargie se sont réunis autour d'un gestionnaire de consigne unique et dédié, désigné par RECYC-QUÉBEC. Celui-ci est responsable de la mise en place du réseau de récupération et d'assurer le cheminement des matières dans la chaîne de valeur en vue de leur recyclage. Des recommandations via un plan opérationnel et financier ont été déposées par l'industrie auprès du gouvernement en février et en mars 2021.

L'Association québécoise de récupération des contenants de boissons a été la seule organisation à déposer une demande de désignation. Le 24 octobre 2022, RECYC-QUÉBEC désignait officiellement l'AQRCB comme organisme de gestion désigné pour élaborer, mettre en œuvre et soutenir financièrement le système de consigne élargie.

Depuis le début de l'année 2020, RECYC-QUÉBEC accompagne les producteurs et premiers metteurs en marché de boissons afin d'offrir un support à la coordination de leurs travaux et réaliser des études, telles que le sondage comportemental citoyen présenté aux parties prenantes en mars 2021 ou la modélisation opérationnelle et financière d'une option de réseau de récupération hybride, c'est-à-dire à géométrie variable quant à l'implication des détaillants en alimentation et la mise en place de nouveaux dépôts dédiés au retour des contenants de boissons. De plus, en collaboration avec Boissons Gazeuses Environnement, RECYC-QUÉBEC a contribué au développement et au support financier de projets pilotes qui permettent de tester différents concepts techniques, d'expérience citoyenne, et ce, en collaboration avec plusieurs parties prenantes, notamment les municipalités, les détaillants et certaines organisations à but non lucratif à vocation sociale ou environnementale. En effet, une première phase de sept projets pilotes a démarré le 31 juillet 2021 et s'est terminée le 31 juillet 2022. Ces pilotes mis sur pied afin de tester des concepts novateurs avec des configurations différentes ont permis à l'industrie et à RECYC-QUÉBEC de faire l'acquisition de nouvelles connaissances en vue du déploiement du nouveau système. Une vingtaine d'indicateurs de performance ont permis de recueillir des données importantes en matière d'acceptabilité sociale et de performance environnementale, opérationnelle et financière. Toutes ces données contribueront au développement d'un système optimal. Un rapport final a été rendu public en juin 2022. Une deuxième phase de projets pilotes, toujours financée par RECYC-QUÉBEC, est en cours. Voici un tableau des différents pilotes déployés dans la province :

Lieu du projet pilote	Description des installations
Granby	Centre de dépôt dans le stationnement du détaillant avec des équipements de récupération modernes et une ligne commerciale pour les hôtels, les bars et les restaurants, dans une zone semi-urbaine. Récupère les petites tout comme les grandes quantités de contenants
Châteauguay	Conteneur sous forme de kiosque dans un stationnement entre un détaillant et une SAQ avec des équipements de récupération modernes à l'intérieur (fonctionne en autonomie sans présence humaine) dans une zone semi-urbaine.
Montréal (Ahuntsic-Cartierville)	Équipements de récupération modernes à l'intérieur d'un grand commerce de détail en alimentation dans une zone urbaine densément peuplée.
Terrebonne (Lachenaie)	Conteneur adjacent à une SAQ avec des équipements de récupération modernes dans une zone semi-urbaine. Fonctionne pendant les heures d'ouverture de la succursale. Concept inédit, probablement le seul de ce genre en Amérique du Nord, voire à l'échelle mondiale. Le projet pilote de Terrebonne a pris fin au 31 mars 2022.
Trois-Rivières (Cap-de-la-Madeleine)	Dépôt pour plusieurs détaillants avec peu d'équipements modernes et impliquant la main-d'œuvre d'un organisme local dans une zone semi-urbaine.
Mont-Laurier	Dépôt avec peu d'équipements modernes et impliquant la main-d'œuvre d'un organisme local et la possibilité d'offrir le service pour les hôtels, les bars et les restaurants en zone semi-urbaine d'une région éloignée.
Montréal (Ville-Marie)	Dépôt dans une zone urbaine densément peuplée avec peu d'équipements modernes et impliquant la main-d'œuvre d'un organisme local. Dépôts mobiles dans les parcs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

Victoriaville	Kiosque dans le stationnement d'un détaillant avec des équipements modernes de récupération comportant deux récupératrices automatisées.
Québec (Limoilou et St-Roch)	Point de dépôt de sacs avec de nouveaux équipements spécifiquement conçus pour récupérer des contenants consignés et émettre des remboursements.

Évaluation des objectifs de récupération prévus par le ministère :

Du 1er janvier au 31 décembre 2021, le taux de récupération du système de consigne était de 66,56 %. Pour la même période en 2022, le taux s'élève à 68,12 %.

Un tableau complet des statistiques du système actuel se trouve à cette adresse :

<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/statistiques-ventes-recuperation-cru.pdf>.

Les objectifs de récupération du ministère proposés au projet de règlement sont de 75 % pour 2026 et de 90 % pour 2032.

Sommes versées en 2022-2023 :

- 1,25 M\$, dont 1,0 M\$ pour le verre, en aides financières de RECYC-QUÉBEC découlant du Programme de soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec.

Sommes prévues pour 2023-2024 :

- 2 M\$ en aides financières de RECYC-QUÉBEC découlant du programme de soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec. À cet effet, le programme a été reconduit jusqu'au 31 octobre 2023.

QUESTION PARTICULIÈRE N°98

Fournir les prévisions budgétaires liées aux coûts des mesures pour la mise en place et la pérennisation de l'élargissement de la consigne.

Depuis le début de l'année 2020, RECYC-QUÉBEC accompagne les producteurs et premiers metteurs en marché de boissons afin d'offrir un support à la coordination de leurs travaux et réaliser des études.

De plus, en collaboration avec Boissons Gazeuses Environnement, RECYC-QUÉBEC a contribué au développement et au support financier de projets pilotes qui permettront de tester différents concepts techniques, d'expérience citoyenne, et ce, en collaboration avec plusieurs parties prenantes, notamment les municipalités, les détaillants et certaines organisations à but non lucratif à vocation sociale ou environnementale.

Sept projets pilotes ont été mis en place dans plusieurs régions du Québec et selon différents contextes démographiques entre la fin du mois de juillet 2021 et la fin juillet 2022 dans une première phase de réalisation. Une deuxième phase est en cours avec deux projets pilotes qui testent de nouveaux équipements.

Sommes engagées en 2022-2023 :

- RECYC-QUÉBEC continuera son accompagnement de l'industrie en lui apportant son expertise et son soutien financier pour de nouvelles études qui serviront, en amont de la désignation d'un organisme de gestion, à préparer le terrain au nouveau système.
- 1,25 M\$, dont 1,0 M\$ pour le verre, en aides financières de RECYC-QUÉBEC découlant du Programme de soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec.

Sommes prévues pour 2023-2024 :

- RECYC-QUÉBEC poursuit son accompagnement de l'industrie en lui apportant son expertise et son soutien financier pour de nouvelles études qui serviront, en amont de la désignation d'un organisme de gestion, à préparer le terrain au nouveau système.
- 2 M\$ en aides financières de RECYC-QUÉBEC découlant du programme de soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec. À cet effet, le programme a été reconduit jusqu'au 31 octobre 2023.

De plus, le Programme pour la modernisation des équipements de récupération des contenants consignés permet d'optimiser la gestion des contenants consignés pour les détaillants par l'octroi d'une subvention à l'achat de nouveaux équipements plus performants. Ce fonds a permis de remplacer ou ajouter près de 1 000 nouvelles machines au Québec en trois ans et a été reconduit jusqu'au 31 mars 2025, afin de supporter les détaillants dans la transition vers le modèle modernisé.

QUESTION PARTICULIÈRE N°99

Sommes dépensées en 2022-2023 pour favoriser le traitement et le recyclage du verre ainsi que les sommes prévues pour 2023-2024.

SOMMES DÉPENSÉES POUR 2022-2023

En 2022-2023, grâce au Programme de soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec, RECYC-QUÉBEC a versé 1,25 M\$ pour trois projets de recyclage du verre.

Dans le cadre du Programme de soutien au développement des débouchés et d'innovations technologiques pour le traitement de matières résiduelles au Québec, découlant du Plan d'action 2019-2024 en gestion des matières résiduelles au Québec, une somme de 0.2M \$ a été versée en 2022-2023 à deux projets de recyclage du verre.

SOMMES PRÉVUES POUR 2023-2024

En 2023, grâce au Programme de soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec, RECYC-QUÉBEC pourrait verser une nouvelle somme pour un projet de recyclage du verre. Aucun nouveau projet concernant le verre n'a été déposé à ce jour.

Dans le cadre du Programme de soutien au développement des débouchés et d'innovations technologiques pour le traitement de matières résiduelles au Québec, découlant du Plan d'action 2019-2024 en gestion des matières résiduelles au Québec, des sommes pourraient également être versées en 2023-2024 pour un projet de recyclage du verre.

État de situation, au 31 mars 2023, sur la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.

Le gouvernement a annoncé le 30 janvier 2020 la modernisation de la consigne selon une approche de responsabilité élargie des producteurs (REP) et son élargissement à la grande majorité des contenants de boissons. Le projet de loi 65, présenté en septembre 2020 et adopté en mars 2021 à l'unanimité, concrétise cette volonté.

Le Règlement visant l'élaboration, la mise en œuvre et le soutien financier d'un système de consigne de certains contenants a été publié le 7 juillet 2022.

Le Règlement vise les contenants de boissons « prêtes à boire » de 100 ml à 2 litres. Il visera donc la matière des contenants de boissons qu'ils soient en plastique, verre, métal ou carton multicouches plutôt que le contenu comme c'est le cas depuis plus de 30 ans en ciblant la bière et la boisson gazeuse uniquement.

L'exercice de modernisation prévoit l'augmentation et l'harmonisation des valeurs de la consigne à 10 ¢ et 25 ¢ sur certains contenants pour tenir compte des enjeux liés à certaines matières et du format de ces contenants. Ceci devrait simplifier le fonctionnement du système.

En introduisant des obligations aux entreprises et en fixant des objectifs ambitieux de récupération et de valorisation des contenants de boissons, taux pouvant atteindre 75 % dès 2026 pour certains types de contenants jusqu'à un taux 90 % dès 2032, le gouvernement responsabilise les producteurs et premiers metteurs en marché quant à la gestion en fin de vie de leurs produits.

Comme prévu par le règlement, RECYC-QUÉBEC a désigné, l'Association québécoise de récupération des contenants de boissons (AQRCB), comme nouveau gestionnaire du système de consigne élargie.

RECYC-QUÉBEC a dédié jusqu'à présent environ 3.7 M\$ aux projets d'accompagnement de l'industrie tels que des analyses et études permettant d'alimenter la réflexion de l'industrie visée et conséquemment son plan opérationnel et financier pour le futur système de consigne. RECYC-QUÉBEC a aussi supporté le développement de deux phases de projets pilotes qui ont débuté le 31 juillet 2021 et dont certains projets demeurent en vigueur.

L'ensemble des études et analyses réalisées ou supportées par RECYC-QUÉBEC sont disponibles au public sur le site web de RECYC-QUÉBEC ou sur le site web de l'AQRCB.

RECYC-QUÉBEC continuera son accompagnement de l'industrie en lui apportant son expertise et son soutien financier pour de nouvelles études qui serviront, en amont de la désignation d'un organisme de gestion, à préparer le terrain au nouveau système.

RECYC-QUÉBEC effectue le suivi de l'ensemble des obligations du règlement de l'organisme de gestion désigné et effectuera, au besoin, ses recommandations à l'organisme et au ministre.

Le programme de soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec lancé par RECYC-QUÉBEC en mars 2020 demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 2023 afin de soutenir le développement de débouchés locaux.

La mise en œuvre du nouveau système de consigne modernisé est prévue pour le 1^{er} novembre 2023 pour les contenants de verre, métal et plastique. Les cartons multicouches seront ajoutés au système deux ans plus tard.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 101

En 2022-2023, détailler les mesures mises en place par le ministère afin de bonifier l'offre de service des centres de tri et d'augmenter l'efficacité de ceux-ci ainsi que les sommes dépensées en 2022-2023. Fournir les prévisions budgétaires liées aux coûts de ces mesures pour la mise en place et pour la pérennisation des actions en 2023-2024 et pour les années subséquentes.

Le 11 février 2020, le ministre de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques, de la Faune et des Parcs a annoncé la modernisation du système de la collecte sélective. Un budget initial totalisant 30,5 M\$ a été mis en place afin de soutenir cette modernisation. Il comprend différents programmes de soutien dont deux visaient les centres de tri de la collecte sélective, soit le Programme de soutien à la modernisation et au développement des centres de tri de la collecte sélective et de résidus de construction, rénovation et démolition (9,73 M\$, jusqu'en mars 2022) ainsi que le Programme d'aide aux centres de tri de la collecte sélective (7,5 M\$, jusqu'en janvier 2021). Cette modernisation comprend également un Programme de soutien au développement des débouchés et d'innovations technologiques pour le traitement de matières résiduelles au Québec (9,64 M\$ jusqu'en mars 2022). Les centres de tri de matières recyclables de la collecte sélective qui désirent faire du conditionnement des matières qu'ils trient ou améliorer ce conditionnement sont admissibles à ce programme.

Au cours de l'exercice financier 2021-2022, la presque totalité des centres de tri ont reçu des aides dans le cadre du Programme d'aide aux centres de tri de la collecte sélective. La dernière date de dépôt de demandes d'aide par les centres de tri était le 31 janvier 2021 et les derniers versements ont été effectués en 2021-2022. Au total, le montant accordé aux centres de tri dans le cadre de ce programme a été de près de 10,5 M\$. Certains de ces centres de tri de la collecte sélective ont de plus obtenu un support pour la réalisation de projets spécifiques grâce aux deux autres programmes précédemment énumérés. Les montants accordés au 31 mars 2023 pour ces projets sont les suivants :

Enviro Connexions:

- o Modernisation du centre de tri (500 000 \$)

Gaudreau Environnement:

- o Diagnostic des opérations pour moderniser le centre de tri (30 000 \$) et modernisation du centre de tri (500 000 \$)

GFL Environnemental (Mont-Joli):

- o Ajout d'un trieur optique pour le plastique et les contenants (327 792 \$)

GFL Environnemental (Saint-Hubert):

- o Modernisation du centre de tri (500 000 \$) et récupération et valorisation de la matière valorisable d'une granulométrie inférieure à 50 mm (2 pouces) (481 958 \$)

Récupération Frontenac:

- o Diagnostic des opérations pour moderniser le centre de tri (11 529 \$)

Récupération Mauricie:

- o Diagnostic des opérations pour moderniser le centre de tri (13 619 \$)

Récupération Estrie:

- o Étude pour amélioration globale de la performance du centre de tri (30 000 \$)

Régie Intermunicipale de traitement des matières résiduelles de la Gaspésie:

- o Modernisation du centre de tri pour améliorer la qualité des ballots, augmenter le taux de capture et la diminution des rejets et diminuer les coûts de gestion (500 000 \$), études pour identifier des débouchés locaux pour différents types de plastiques (7 503 \$), de fibres (6 300 \$) et de verre (8 750 \$) issus du centre de tri

Ressource de réinsertion Le Phare:

- o Diagnostic des opérations et étude de faisabilité (30 000 \$)

Sani-Éco:

- o Modifier un procédé existant et augmenter le taux de capture : diminution des matières recyclables dans les rejets (442 680 \$)

Tricentris Gatineau:

- o Conversion de lecteurs optiques existants en lecteurs optiques à double éjection pour les contenants de plastique (280 633 \$)

Tricentris Terrebonne:

- o Reconfiguration des lecteurs optiques aux fibres en cascades (188 899 \$)

Enfin, un budget supplémentaire de 30,03 M\$ a été accordé afin de bonifier le Programme de soutien à la modernisation et au développement des centres de tri de la collecte sélective et de résidus de construction, rénovation et démolition ainsi que le Programme de soutien au développement des débouchés et d'innovations technologiques pour le traitement de matières résiduelles au Québec. Les budgets pour ces deux programmes sont désormais prévus jusqu'en mai 2023.

QUESTION PARTICULIÈRE N°102

Fournir, pour 2022-2023, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC.

Le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC sont calculés sur la base d'une année civile. Ce sont les entreprises contributrices au régime de compensation qui assument ces coûts.

Pour la compensation de 2022, les municipalités se sont vues accorder une indemnisation de 15.1 M\$ pour les frais de gestion liés aux services qu'elles fournissent relativement à la récupération et à la valorisation des matières ou catégories de matières soumises à compensation, ainsi que pour l'achat de contenants nécessaires à leur collecte. Quant à RECYC-QUÉBEC, le montant équivaut à 3.0 M\$.

Fournir l'évaluation du pourcentage de matières orphelines récupérées par les services municipaux et indiquer les démarches de RECYC-QUÉBEC et du ministère pour élargir le régime à d'autres matières orphelines. Fournir les résultats de l'étude produite en 2019 concernant le taux de matière non visée dans la collecte sélective.

Les matières orphelines, ou non visées, représentaient, en 2015, 13,2 % des matières récupérées par la collecte sélective municipale, en baisse par rapport à 15 % en 2014.

Une mise à jour de cette donnée a été réalisée en 2017-2018, et les résultats indiquent que les matières orphelines, ou non visées, représentent 12,9 % des matières récupérées par la collecte sélective municipale. Cette donnée a été incluse en décembre 2019 au Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 135

Le 6 avril 2021, le ministre annonçait 14,32 M\$ afin d'optimiser le réseau des écocentres au Québec. Fournir le détail des sommes déboursées pour ce programme.

Le programme d'aide financière visant l'optimisation du réseau d'écocentres québécois prévoyait deux premières dates de dépôt des demandes en 2021-2022 et deux suivantes en 2022-2023. Au 31 mars 2023, 70 demandes ont été reçues. De celles-ci, 47 demandes ont été acceptées, dans 13 régions administratives. Au 31 mars 2023, les montants engagés pour les 47 demandes acceptées totalisent près de 6,3M\$, soit 44% de l'enveloppe de 14,3M\$. Toujours au 31 mars, des sommes de 2 171 981\$ avaient été versées.

Nombre de demandes acceptées et \$ engagé par volet	Nombre	\$
Volet 1	8	968 500,00 \$
Volet 2	39	5 327 809,17 \$
Total	47	6 296 309,17 \$

Nombre de projets acceptés et \$ engagé par région	Nombre de projet	\$
Abitibi-Témiscamingue	3	370 225,34 \$
Bas-Saint-Laurent	6	598 206,44 \$
Capitale-Nationale	4	298 379,45 \$
Centre-du-Québec	1	500 000,00 \$
Chaudière-Appalaches	4	544 731,10 \$
Côte-Nord	0	- \$
Estrie	5	385 000,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	514 790,00 \$
Lanaudière	2	150 000,00 \$
Laurentides	7	892 946,80 \$
Laval	0	- \$
Mauricie	0	- \$
Montérégie	6	643 530,04 \$
Montréal	1	75 000,00 \$
Nord-du-Québec	0	- \$
Outaouais	3	248 500,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	1 075 000,00 \$
Total	47	6 296 309,17 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N°136

Concernant l'accès à l'information :

a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2022-2023

Aucun

Étude des crédits 2023-2024

Renseignements particuliers requis **Deuxième groupe d'opposition**

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2023

QUESTION PARTICULIÈRE N° 01
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir, pour 2022-2023, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC.

Veuillez-vous référer à la question particulière no 102.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 02
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Nombre d'employé par catégorie d'emploi travaillant chez RECYC-QUÉBEC.

	2022-2023	
	Mtl	Qc
Cadres	5	5
Professionnels	41	11
Soutiens	3	2
Techniques	13	1
Total	62	19

Liste des programmes sous la responsabilité de RECYC-QUÉBEC.

Programmes d'aide financière aux entreprises et organismes de divers secteurs d'activités pour soutenir financièrement leurs activités dans le but d'encourager une gestion responsable des matières résiduelles

Programme de gestion des pneus hors d'usage

Programme de consignation des contenants de bière et de boissons gazeuses (consigne publique)

Accompagnement des organismes municipaux dans l'optimisation de leurs gestion des matières résiduelles

Analyse et approbation des PGMR du secteur municipal

Programme de compostage municipal

Gestion de l'application du Régime de compensation pour la collecte sélective des matières recyclables

Accompagnement des municipalités, ICI (industries commerces et institutions) et citoyens pour l'amélioration de la gestion des matières organiques

Accompagnement du secteur des ICI en matière de pratiques de réduction à la source, de réemploi, de récupération des matières recyclables, des matières organiques et des résidus de construction, rénovation et démolition (CRD)

Accompagnement du secteur de la CRD pour la valorisation des matières résiduelles et la structuration des systèmes de collecte

Outils, mesures et suivis des résultats du Plan d'action GMR 19-24 (5 mesures):

1. Modernisation des systèmes de gestion des matières recyclables
2. Réduction des plastiques et des produits à usage unique
3. Valorisation des matières organiques
4. Développement des différentes filières de récupération et autres actions structurantes
5. Aide aux communautés isolées

Programme de reconnaissance des centres de tri CRD

Programme d'optimisation des écocentres québécois

Programme de soutien aux centres de tri de la collecte sélective municipale

Programmes d'information, sensibilisation et éducation des citoyens québécois

Programme ICI on recycle +

Responsabilité élargie des producteurs (REP)

Réduction à la source

Économie circulaire, et organisation des assises

Économie sociale et mobilisation des collectivités

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 04
2E GROUPE D'OPPOSITION**

Nombre d'inspections et vérifications réalisées pour contrôler les programmes sous la responsabilité de RECYC-QUÉBEC.

RECYC-QUÉBEC a effectué 2 229 inspections/vérifications

Le coût des programmes de consigne pour RECYC-QUÉBEC.

Le coût des programmes de consigne pour RECYC-QUÉBEC est de 940 511 \$ pour l'année 2022-2023.

La contribution de RECYC-QUÉBEC pour les programmes de sensibilisation.

Ces campagnes visent un changement de comportement de la part du citoyen pour diminuer le taux de matières non-visées dans le bac (et notamment augmenter le tonnage et la qualité des matières) récupérées par la collecte sélective, et atteindre le taux de récupération de 70 %). La mesure de ce changement se fait lors de la production du bilan annuel de la gestion des matières résiduelles préparé par RECYC-QÉBEC à tous les deux ans. En complément, dans son Portrait 2021 des comportements et des attitudes des citoyen(ne)s québécois à l'égard de la réduction à la source, du réemploi, du recyclage et de la valorisation (3RV) réalisé en 2021, RECYC-QUÉBEC révélait que le recyclage est une pratique bien intégrée (97 %) et ce, dès le plus jeune âge pour une bonne tranche de la population. Par ailleurs il existe encore des obstacles pouvant nuire au recyclage dans la vie de tous les jours. Par exemple les produits utilisant plusieurs différents matériaux pour l'emballage. Cela permet de prioriser les sujets sur lesquels il faut insister et d'adapter le contenu des messages.

OBJECTIFS VISÉS	FOURNISSEURS	DATES DES DIFFUSIONS	COÛT
Campagne grand public de sensibilisation à la gestion des matières résiduelles			
Création et production de la campagne portant sur la stratégie de valorisation de la matière organique, incluant la campagne RecycleMédias, tarif 2021, dans les journaux et portails web du Québec.	LG2 MONTRÉAL INC.	Avril 2022 à décembre 2022 (arrêt durant 3 mois)	1 940 334 \$
Création et production de la campagne RecycleMédias, tarif 2022, dans les journaux et portails web du Québec.	LG2 QUÉBEC INC.	Janvier 2023 à mars 2023	103 055 \$
	CHALLENGE		24 700 \$
Campagne confiance citoyenne (2022-2023)			
Production et diffusion de la campagne numérique grand public sur la gestion des matières résiduelles	LES ÉVADÉS INC.	Mars 2023 à avril 2023	151 707 \$
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		20 801 \$
	LA PRESSE		22 000 \$
	PELMOREX		19 000 \$
	LE DEVOIR		19 755 \$
	QUÉBECOR		20 300 \$
	TV5/UNISTV		6 510 \$
	L'ACTUALITÉ		7 500 \$
	TÉLÉ-QUÉBEC		12 000 \$
	GOOGLE LLT		17 625 \$
	META PLATFORMS, INC.		18 000 \$
	MÉDIAS COMMUNAUTAIRES		6 864 \$
Campagne Consommation responsable (2022-2023)			
Production et diffusion de la campagne grand public sur la consommation responsable	COSSETTE	Mars 2023 à avril 2023	94 636 \$
	TOTAL		2 484 787 \$

La contribution de RECYC-QUÉBEC au programme Verre l'Innovation.

RECYC-QUÉBEC a été invitée par Éco Entreprises Québec en septembre 2017 à co-piloter le Comité de suivi mis en place afin de suivre les projets pilotes d'expérimentation dans le cadre du programme Verre l'Innovation. Ce comité s'est réuni à trois occasions (la dernière rencontre s'étant tenue en février 2019) et rassemblait des représentants de diverses organisations en lien avec le recyclage du verre. RECYC-QUÉBEC n'a pas contribué aux travaux terrain (échantillonnage dans les centres de tri, suivi des équipements installés, etc.) réalisés dans les différentes projets pilotes, ni à la réalisation du bilan qui a été publié à l'hiver 2019. RECYC-QUÉBEC n'a collaboré à aucune nouvelle action ayant pu être réalisée par Éco Entreprises Québec depuis le dépôt de ce rapport.

Le titre, le nombre, le coût et le mandataire pour chaque étude à laquelle a contribué financièrement RECYC-QUÉBEC.

Nombre d'études durant l'année financière 2022-2023 : 14

Mandataire	Titre	Coût
ASSOCIATION DES CHIRURGIENS DENTISTES DU QUÉBEC	Révision et amélioration des pratiques de gestion des matières résiduelles des cabinets dentaires	12 468 \$
BIP RECHERCHE INC.	Portrait des besoins, comportement et attitudes des ICI	51 000 \$
BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC	Gestion responsable événements, révision norme et protocole	101 424 \$
DIVERT NS	Analyse de cycle de vie (ACV) débouchée québécois pour les pneus	5 772 \$
FONDATION MONIQUE FITZ-BACK	Partenariat volet Gestion des matières résiduelles	23 000 \$
GRAPPE INDUSTRIELLE DE L'ALUMINIUM DU QUEB	Étude de caractérisation des flux de rebuts d'aluminiumau Québec	30 000 \$
I-EDDEC DIALOGUE ET TRANSFERT	Plateforme web sur l'économie circulaire	31 000 \$
LABORATOIRES DE MATIERE SOMBRE	Documenter futur de l'économie circulaire des matériaux de construction	100 000 \$
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	Mettre en place et de gérer un programme d'excellence en gestion des matières résiduelles pour les organismes municipaux (GMR Pro)	25 000 \$
SOLINOV INC.	Étude sur la gestion des matières organiques du secteur ICI au Québec	20 504 \$
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE	Étude pour établir le portrait de la transition énergétique du Québec	36 000 \$
STRATÉGIE ORGANISATION ET MÉTHODE SOM INC.	Sondage sur le délai de retour d'un contenant consigné	13 300 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	Projet de recherche sur les fibres résiduelles des pneus usés	32 980 \$
YVES LEBLOND	Effectuer les estimations et les analyses statistiques de la caractérisation à l'entrée des centres de tri pour 2023-2024	7 500 \$

**QUESTION PARTICULIÈRE NO 09
2E GROUPE D'OPPOSITION**

En vertu de l'entente entre RECYC-QUÉBEC et les fabricants de bières, qui prévoit des pénalités sur chaque contenant à remplissage unique vendu au-delà de 37,5 % des ventes totales d'une compagnie au Québec. Fournir le pourcentage (%) des ventes de bière faite en contenant à remplissage unique et, le cas échéant, le montant des pénalités réclamées aux fabricants.

En 2021, 1,43 milliard de contenants à remplissage unique ont été mis en marché sur un total de 1,56 milliard, soit 92 % des contenants.

L'article 24 ayant été retiré de l'Entente le 31 décembre 2017, aucune pénalité n'a pu être réclamée aux fabricants en 2020.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir, pour la dernière année (2022-2023) les montants :

- a) De consignes perçus ainsi que ceux de consignes remboursées
- b) Remis par les commerçants aux gens ayant rapporté leurs contenants
- c) Des primes à la manutention octroyées aux détaillants ainsi que le montant de cette prime par contenant et les conditions d'applications de cette prime
- d) Des primes à la manutention octroyées aux organismes et coopératives de valorisation ainsi que le montant de cette prime par contenant et les conditions d'application de cette prime.

a) De consignes perçus ainsi que ceux de consignes remboursées	121 349 027 \$
b) Remis par les commerçants aux gens ayant rapporté leurs contenants	75 805 245 \$
c) Des primes à la manutention octroyées aux détaillants ainsi que le montant de cette prime par contenant et les conditions d'applications de cette prime Selon l'article 30 de l'Entente portant sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de bière (Le 1er janvier 2019), le détaillant reçoit une prime de 0,02 \$ par contenant pour compenser ses coûts de manutention et d'entreposage.	20 919 265 \$
d) Des primes à la manutention octroyées aux organismes et coopératives de valorisation ainsi que le montant de cette prime par contenant et les conditions d'application de cette prime. Ces montants consistent à des primes à la performance pour supporter et encourager financière la mise en place d'un service de retour, de tri et de remboursement de contenants consignés avec des partenaires.	6 500 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11
2^E GROUPE D'OPPOSITION

- Fournir, pour la dernière année (2022-2023) :
- a) Tout document relatif aux versements dus à RECYC-QUÉBEC en vertu du point 31 de l'entente courante portant sur la consignation entre RECYC-QUÉBEC et ABQ.
 - b) Tout document relatif aux versements dus à RECYC-QUÉBEC en vertu du point 31 de l'entente courante portant sur la consignation entre RECYC-QUÉBEC et BGE.

a) L'article 31 de l'entente courante portant sur la consignation entre RECYC-QUÉBEC et ABQ se lit comme suit:

31. Un récupérateur qui, au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, récupère un nombre de contenants recyclables de bière et de contenants recyclables de boissons gazeuses visés par l'entente sur les boissons gazeuses, en dérogation des proportions indiquées ci-dessous du nombre de contenants recyclables qu'il a vendus, livrés ou donnés au cours de cette période pour vente ou revente au Québec, doit verser à RECYC-QUÉBEC la contribution non remboursable suivante pour chaque unité de contenants à l'égard de laquelle il était tenu de percevoir une consigne en vertu de l'entente en deçà des proportions ci-après établies :

	Contenants recyclables En aluminium	Contenants recyclables en acier, en plastique et autres	Contenants recyclables en verre
Quantité minimum et contribution unitaire non remboursable	50% / 0,00\$	50% / 0,03\$	10% / 0,10\$ 25% / 0,07\$ 50% / 0,05\$

Malgré ce qui précède, lorsqu'un récupérateur, au cours d'une période donnée, a adhéré à la fois à la présente entente et à l'entente sur les boissons gazeuses, seuls les contenants recyclables de bière qu'il a récupérés au cours de cette période sont considérés aux fins de cet article 31, et les contenants recyclables de boissons gazeuses visés par l'entente sur les boissons gazeuses qu'il a récupérés au cours de la même période sont considérés aux fins du paragraphe 5.5 de cette entente sur les boissons gazeuses.

RECYC-QUÉBEC peut, selon qu'elle l'estime à propos eu égard au juste partage des obligations de récupération en vertu de l'entente et des coûts inhérents, dispenser aux conditions qu'elle détermine un récupérateur d'une obligation incombant à ce dernier en raison du présent article, notamment lorsqu'un récupérateur démontre qu'une insuffisance du nombre de contenants récupérés est liée en grande partie à une situation exceptionnelle ayant un impact significatif sur la récupération, ou à une configuration des canaux de distribution qui, dans les deux cas, ne lui est pas imputable. La demande de dispense du récupérateur doit être transmise au plus tard le 28 février de l'année suivant l'expiration de la période de douze mois se terminant le 31 décembre précédent et être accompagnée de tout document à l'appui. RECYC-QUÉBEC doit alors réduire la contribution non remboursable exigible en fonction de cette portion du nombre dérogatoire attribuable, selon elle, à la fluctuation exceptionnelle des ventes. RECYC-QUÉBEC peut rejeter toute demande jugée tardive. Une demande de dispense n'a pas pour effet de suspendre les obligations d'un récupérateur en vertu de l'entente.

Pour 2022-2023:

Versements dus à RECYC-QUÉBEC en vertu du point 31 de l'entente courante portant sur la consignation entre RECYC-QUÉBEC et ABQ	4 011 \$
--	----------

b) L'équivalent de l'article 31 dans l'entente portant sur la consignation entre RECYC-QUÉBEC et BGE est l'article 5.5. Cette article se lit comme suit:

5.5 Un récupérateur qui, au cours de chaque année civile, récupère en vertu des présentes un nombre de contenants recyclables consignés en dérogation des proportions indiquées ci-dessous du nombre de contenants recyclables consignés qu'il a vendus, livrés ou donnés au cours de cette période pour vente ou revente au Québec, doit verser à B.G.E. la contribution non remboursable suivante pour chaque unité de contenant à l'égard de laquelle il était tenu de percevoir une consigne en vertu de l'Entente en deçà ou en excédent des proportions ci-après établies :

	Contenants recyclables en aluminium	Contenants recyclables en acier ou en plastique	Contenants recyclables en verre
Quantité minimum et contribution unitaire non remboursable	50 % / 0,01 \$	50 % / 0,03 \$	50 % / 0,05 \$
Quantité maximum et contribution unitaire non remboursable	125 % / 0,02 \$	n/a	n/a

B.G.E. peut, selon qu'elle l'estime à propos eu égard au juste partage des obligations de récupération en vertu de l'Entente et des coûts inhérents, dispenser aux conditions qu'elle détermine un récupérateur d'une obligation incombant à ce dernier en raison de ce paragraphe 5.5, notamment lorsqu'un récupérateur démontre à sa satisfaction qu'une insuffisance ou un excédent du nombre de contenants recyclables récupérés est liée en grande partie à une situation exceptionnelle ayant un impact significatif sur la récupération, ou à une configuration des canaux de distribution qui, dans les deux cas, ne lui est pas imputable. La demande de dispense du récupérateur doit être transmise au plus tard le 28 février de l'année suivant l'expiration de la période de douze mois se terminant le 31 décembre précédent et être accompagnée de tout document à l'appui. B.G.E. peut rejeter toute demande jugée tardive. Une demande de dispense n'a pas, en elle-même, pour effet de suspendre les obligations d'un récupérateur en vertu des présentes.

BGE n'est pas soumis à la divulgation des données de ses états financiers.

État de situation du taux et tonnage du plastique récupéré, taux et tonnage valorisé, taux et tonnage recyclé au Québec, taux et tonnage de plastique* envoyé à l'enfouissement. Ventiler par catégorie de plastique.

Selon les données du Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles au Québec produit par RECYC-QUÉBEC, 21 % des plastiques recyclables consommés par le secteur municipal sont récupérés, triés et acheminés aux fins de recyclage. Le taux global d'acheminement aux fins de recyclage pour l'ensemble des matières de la collecte sélective municipale était de 47 %.

De plus, les entreprises qui recyclent les plastiques et qui ont répondu au Bilan 2021 ont traité 92 000 tonnes de plastiques. Le PET, le HDPE, le LDPE, le PP, le PS, le PVC, le polycarbonate (PC) et l'acrylonitrile butadiène styrène (ABS) constituent les principales résines recyclées. 71 % des matières reçues provenait du Québec, le reste étant importé.

Le prochain Bilan portera sur l'année 2023 et les résultats seront disponibles à l'automne 2024.

Réalisée en 2019-2020 par RECYC-QUÉBEC, la plus récente étude de caractérisation des matières éliminées provenant des secteurs municipal, ICI et CRD indique que les plastiques composent 9,6 % des quantités éliminées, soit 471 000 tonnes. Il s'agit d'une baisse de 14 % par rapport à la dernière étude réalisée en 2011. Les sacs, pellicules et films sont les principaux plastiques éliminés, représentant près de 45 % du total.

Les détails de cette étude sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/caracterisation-elimination2019-2020>

Pour le système de consigne publique, seul le PET est utilisé comme contenant pour les boissons gazeuses. 7 530 tonnes de PET furent mises en marché du 1er janvier au 31 décembre 2022. 4 073 tonnes furent recyclées pour un taux de récupération de 54,09%.

Les données ventilées sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/statistiques-ventes-recuperation-cru.pdf>

État de situation du taux et tonnage de verre récupéré, taux et tonnage de verre recyclé, taux et tonnage de verre valorisé, taux et tonnage de verre recyclé au Québec, taux et tonnage de verre envoyé à l'enfouissement.

Selon les données du Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles au Québec produit par RECYC-QUÉBEC, 23 % du verre généré par le secteur municipal est récupéré, trié et acheminé aux fins de recyclage. Le taux global d'acheminement aux fins de recyclage pour l'ensemble des matières de la collecte sélective municipale était de 47 %.

De plus, les conditionneurs et recycleurs de verre québécois qui ont répondu au Bilan 2021 ont traité 155 000 tonnes de verre, dont 78 % provenaient du Québec. Le verre reçu provenait à 28 % de centres de tri de la collecte sélective et 17 % provenait du système de consigne québécois.

Il est également à noter qu'en 2021 ce sont 92 000 tonnes de verre que les centres de tri n'ont pu expédier vers des conditionneurs et recycleurs et qui ont plutôt été acheminées vers des lieux d'enfouissement technique pour être utilisées en recouvrement journalier ou pour d'autres usages tels l'aménagement de chemins d'accès.

Le prochain Bilan portera sur l'année 2023 et les résultats seront disponibles à l'automne 2024.

Réalisée en 2019-2020 par RECYC-QUÉBEC, la plus récente étude de caractérisation des matières éliminées provenant des secteurs municipal, ICI et CRD indique que le verre représente 1,6 % des quantités éliminées, soit 78 000 tonnes. Il s'agit d'une baisse de 9 % par rapport à la dernière étude réalisée en 2011. Les détails de cette étude sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/caracterisation-elimination2019-2020.pdf>

Pour le système de consigne publique, 34 166 tonnes de verre furent mises en marché du 1er janvier au 31 décembre 2022. 18 653 tonnes furent recyclées pour un taux de récupération de 54.59%.

Les données ventilées sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/statistiques-ventes-recuperation-cru.pdf>

État de situation du taux et tonnage de papier/carton récupéré, taux et tonnage recyclé, taux et tonnage valorisé, taux et tonnage recyclé au Québec, taux et tonnage envoyé à l'enfouissement.

Selon les données du Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles au Québec produit par RECYC-QUÉBEC, 71 % du papier et carton recyclable consommé par le secteur municipal est récupéré, trié et acheminé aux fins de recyclage. Le taux global d'acheminement aux fins de recyclage pour l'ensemble des matières de la collecte sélective municipale était de 47 %.

De plus, parmi les papetières en activité au Québec en 2021, 14 d'entre elles ont reçu des fibres récupérées afin de les recycler, pour un total de 1 550 000 tonnes, une hausse de 9 % comparativement à 2018. De ce total de matières recyclées par les papetières environ 47 % provenait du Québec.

Le prochain Bilan portera sur l'année 2023 et les résultats seront disponibles à l'automne 2024,

Réalisée en 2019-2020 par RECYC-QUÉBEC, la plus récente étude de caractérisation des matières éliminées provenant des secteurs municipal, ICI et CRD indique que le papier et le carton représentent 11,5 % des quantités éliminées, soit 564 000 tonnes. Il s'agit d'une hausse de 4 % par rapport à la dernière étude réalisée en 2011. Près des deux tiers de ce papier et carton éliminé se compose de carton, qu'il soit ondulé, plat, pressé ou qu'il s'agisse d'emballages composés de papier kraft.

Les détails de cette étude sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/caracterisation-elimination2019-2020.pdf>

Fournir les résultats atteints pour chaque matière couverte par la REP pour la dernière année écoulée.

Les derniers résultats disponibles sont ceux de l'année 2021. Les résultats de l'année 2022 seront disponibles à l'automne 2023.

Catégorie: Produits électroniques

	Taux de récupération par sous-catégorie										Nb points de dépôt
année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
2021	79%	5%	53%	48%	3%	14%	N/A	88%	1%	N/A	1126

- (1) ISÉ: Information, sensibilisation et éducation
- Sous-catégories:**
- 1: ordinateurs de bureau
 - 2: ordinateurs portables, tablettes et lecteurs de livres électroniques
 - 3: écrans d'ordinateurs et téléviseurs
 - 4: imprimantes, numériseurs, télécopieurs et photocopieurs
 - 5: téléphones cellulaires et satellitaires
 - 6: téléphones sans fil et conventionnels, téléavertisseurs et répondeurs téléphoniques
 - 7: claviers, souris, câbles, connecteurs, chargeurs et télécommandes conçus pour être utilisés avec un produit visé
 - 8: matériel audio et vidéo non portable (ex. consoles de jeux vidéo et leurs périphériques, lecteurs, enregistreurs, graveurs, haut-parleurs conçus pour être utilisés avec un système audio-vidéo...)
 - 9: matériel audio et vidéo portable (ex. baladeurs numériques, récepteurs radios, appareils photos numériques, caméscopes...)
 - 10: autres produits (ex. routeurs, serveurs, disques durs, clés USB, webcams, écouteurs...)

Catégorie: Peintures et leurs contenants

	Taux de récupération par sous-catégorie			Nb points de dépôt
année	1	2	3	
2021	135%	*	41%	1200

- Sous-catégories:**
- 1: peintures au latex
 - 2: peintures à l'alkyde ou à email, peintures à métal et antirouille, autres types de peinture que ceux visés aux paragraphes 1 et 3, teintures, apprêts, vernis, laques, produits de traitement ou de protection du métal, du bois ou de la maçonnerie ainsi que toute préparation de même nature destinée à des fins d'entretien, de protection ou de décoration
 - 3: peintures en aérosols et leurs contenants ainsi que les contenants de toutes sortes utilisés pour la mise sur le marché des produits visés aux paragraphes 1 et 2
- * Les taux de récupération des sous-catégories 1 et 2 sont combinés et présentés dans la colonne de la sous-catégorie 1

Catégorie: Huiles, liquides de refroidissement et antigels, leurs filtres et contenants et autres produits assimilables

année	Taux de récupération par sous-catégorie					Nb points de dépôt
	1	2	3	4	5	
2021	74%	80%	88%	53%	**	1625

Sous-catégories:

- 1: huiles minérales, synthétiques ou végétales qui sont destinées à la lubrification, à l'isolation ou au transfert de chaleur dans des véhicules ou équipements motorisés ou au fonctionnement des systèmes hydrauliques ou de transmission ainsi que les fluides à freins, à l'exclusion des huiles qui se consomment à l'usage telles que les huiles destinées à être mélangées au carburant d'un moteur à combustion, les huiles à glissière de machine-outil, les huiles à chaîne pour scie mécanique, les huiles pour étirage, estampage, formage ou démoulage, les huiles de forage, les huiles de lubrification pour convoyeur, les huiles de dépoussiérage, les huiles pénétrantes et les huiles antirouille
- 2: contenants de 50 litres ou moins utilisés pour la mise sur le marché des produits visés au paragraphe 1, incluant ceux utilisés pour la mise sur le marché des huiles exclues à ce paragraphe, ainsi que les contenants aérosols utilisés pour la mise sur le marché de nettoyeurs à freins
- 3: filtres à huile utilisés pour les moteurs à combustion interne, les systèmes hydrauliques et les transmissions, filtres utilisés pour les systèmes de chauffage au mazout léger et les réservoirs d'entreposage d'huile, filtres à liquide de refroidissement et à antigel ainsi que les filtres à diesel qui sont assimilés à des filtres à huile pour les fins de l'application du présent règlement
- 4: liquides de refroidissement et antigels utilisés dans des véhicules, de la machinerie ou des équipements motorisés, à l'exception des liquides de refroidissement et antigels d'origine végétale ou utilisés pour le déglçage des aéronefs
- 5: contenants de 50 litres ou moins utilisés pour la mise sur le marché des produits visés au paragraphe 4 (l'article 52 alinéa 3 permet de déclarer la sous-catégorie 5 en combinaison avec la sous-catégorie 2)

** Les taux de la sous-catégorie 5 sont combinés à ceux de la sous-catégorie 2 et indiqués dans la sous-catégorie 2

Catégorie: Lampes au mercure

année	Taux de récupération par sous-catégorie			Nb points de dépôt
	1	2	3	
2021	59%	9%	40%	888

Sous-catégories:

- 1: tubes fluorescents
- 2: lampes fluocompactes
- 3: tout autre type de lampe contenant du mercure

Catégorie: Piles et batteries

année	Taux de récupération par sous-catégorie		Nb points de dépôt
	1	2	
2021	56%	56%	4133

Sous-catégories:

- 1: les piles rechargeables de toute forme et les batteries constituées de telles piles, à l'exception des piles plomb-acide, des piles conçues pour être utilisées dans un véhicule automobile et des piles conçues et destinées exclusivement à des fins industrielles
- 2: les piles boutons à usage unique, les batteries constituées de telles piles, les autres piles à usage unique et les batteries constituées de telles piles

Catégorie: Appareils ménagers et de climatisation

année	Taux de récupération par sous-catégorie			Nb points de dépôt
	1	3	4	
2021	13%	14%	0,2%	329

Sous-catégories:

1 : les appareils de réfrigération et de congélation, conçus et destinés à un usage domestique servant à la conservation ou à l'entreposage d'aliments ou de boissons, notamment les réfrigérateurs, les congélateurs, les celliers réfrigérants, les refroidisseurs à vin et les distributeurs d'eau

3: les climatiseurs, les thermopompes et les déshumidificateurs;

4: les cuisinières, les fours encastrables, les surfaces de cuisson encastrables, les lave-vaisselles, les machines à laver et les sèche-linges, lesquels sont conçus et destinés à un usage domestique

Étude des crédits 2023-2024

Renseignements particuliers requis **Troisième groupe d'opposition**

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2023

Fournir tous les documents ou notes relatifs au portrait global de la gestion des matières résiduelles au Québec, ventilé par région, incluant :

- a) le taux de récupération et de réutilisation des matières, ventilé par matières;**
- b) la quantité de matériaux recyclables ou réutilisables qui finissent dans des sites d'enfouissement;**
- c) la quantité de déchets produits, par catégorie.**

Selon les données du Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles au Québec produit par RECYC-QUÉBEC, voici les principaux taux atteints :

- Collecte sélective : 47 % des matières recyclables consommées par le secteur municipal sont récupérées, triées et acheminées aux fins de recyclage
 - Papier et carton : 71 %
 - Métal : 48 %
 - Plastique : 21 %
 - Verre : 23 %
- Consigne : 60,1 % des contenants consignés à remplissage unique sont récupérés et recyclés (en poids)
 - Verre : 53,9 %
 - Aluminium : 68,4 %
 - Plastique : 60 %
- Pneus : 100 % des pneus traités sont réutilisés (0,3 %), recyclés (82 %) ou valorisés (18 %)
- Résidus de construction, rénovation et démolition :
 - 53 % des résidus sont récupérés et acheminés vers un centre de tri
 - 47 % des matières sortantes des centres de tri de résidus de CRD sont acheminées vers le recyclage et la valorisation énergétique
- Matières organiques : 42 % des matières organiques sont récupérées et recyclées (excluant les résidus agroalimentaires)
 - Secteur municipal : 48 %
 - Résidus verts et alimentaires : 43 %
 - Boues municipales : 57 %
 - Secteur ICI :
 - Boues et résidus de papetières : 49 %
 - Autres résidus ICI : 8 %
 - Boues et résidus agroalimentaires : 97 %

Selon les données pour 2021 ce sont 5 766 000 tonnes de matières résiduelles qui ont été éliminées, auxquelles on doit ajouter 394 000 tonnes de boues éliminées, pour un total de 6 160 000 tonnes. De plus, 2 736 000 tonnes de matières ont été utilisées en 2021 en recouvrement journalier ou autres usages (ex. : construction de chemins d'accès) dans les lieux d'enfouissement.

Réalisée en 2019-2020 par RECYC-QUÉBEC, la plus récente étude de caractérisation des matières éliminées provenant des secteurs municipaux, ICI et CRD indique que les matières organiques composent 30,1 % des quantités éliminées, suivies par les matières recyclables (25,2 %). L'élimination de ces deux catégories de matières est toutefois en baisse par rapport à la dernière étude réalisée en 2011, où les matières organiques et les matières recyclables représentaient respectivement 43,3 % et 25,8 % des matières éliminées provenant des trois secteurs. Parmi les autres matières éliminées en 2019, on retrouve les résidus de CRD (28,3 %), les textiles (5,9 %), les encombrants (4,4 %) et les résidus domestiques dangereux (1,2 %). Le reste (4,9 %) se compose de matières autres, non identifiées.

Le prochain Bilan portera sur l'année 2023 et les résultats seront disponibles à l'automne 2024.

État de la situation au 31 mars 2023 des débouchés du verre au Québec.

Veuillez-vous référer à la question particulière no 95.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°121
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

État de situation, au 31 mars 2023, sur la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.

Veuillez-vous référer à la question particulière no 100.

État de situation, au 31 mars 2023, de la modernisation de système de consigne au Québec

Veuillez-vous référer à la question particulière no 97.

État de situation, au 31 mars 2023, de la modernisation de système de collecte sélective

Le 11 février 2020, le gouvernement du Québec allait de l'avant avec la modernisation de la collecte sélective selon une approche de responsabilité élargie des producteurs. Afin d'amorcer cette ambitieuse réforme, des modifications à la Loi sur la qualité de l'environnement étaient nécessaires. À cet effet, le projet de loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective a été adopté à l'unanimité le 11 mars 2021 et le Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles est entré en vigueur le 7 juillet 2022.

Grâce à cette réforme, ce sont les producteurs qui ont dorénavant la responsabilité de l'ensemble de la chaîne de valeur, de la récupération jusqu'à la valorisation des contenants non consignés, emballages et imprimés. Pour les services de proximité, tels que la collecte et le transport, les partenariats avec les organismes municipaux seront favorisés, notamment pour faciliter les relations avec les citoyens et assurer un meilleur arrimage avec les autres collectes.

Les producteurs seront désormais imputables de la performance du système. Ils devront notamment optimiser le système, améliorer la qualité du tri de manière à répondre aux besoins des marchés locaux, assurer la traçabilité des matières jusqu'à leur destination finale, réaliser des activités de recherche et de développement de débouchés locaux et d'innovations technologiques et atteindre les objectifs ambitieux prévus à la réglementation.

À terme, ce système de collecte sélective permettra d'augmenter considérablement les quantités de matières récupérées et valorisées chaque année, de favoriser l'écoconception des contenants, emballages et imprimés, d'assurer le développement des débouchés locaux et ainsi de réduire notre dépendance aux marchés d'exportation.

Il était primordial de revoir les systèmes de collecte sélective et de consigne en renforçant leur complémentarité plutôt que de les opposer. Il est ainsi prévu qu'un mécanisme d'arrimage entre les deux systèmes soit mis en place. Ces réformes majeures permettront notamment de redonner confiance aux citoyens quant au recyclage.

La réforme qui se mettra en place graduellement dans les prochains mois, jusqu'au 31 décembre 2024, répond notamment aux recommandations du Comité d'action pour la modernisation de la récupération et du recyclage, mis en place au printemps 2019. Quatre groupes de travail, formés de représentants de différentes parties prenantes, ont également été mis en place au printemps 2020 afin de compléter et mettre à jour le portrait de la situation et d'alimenter les réflexions entourant les travaux législatifs et réglementaires.

L'approche de REP qui a été retenue pour la modernisation de ce système confie la gestion en fin de vie des produits visés aux personnes qui les commercialisent, les mettent en marché ou les distribuent. Ce type de gestion leur laisse le choix des moyens utilisés pour atteindre les résultats prescrits par le règlement, dont des taux de récupération, de valorisation et de valorisation locale.

Le 24 octobre 2022, RECYC-QUÉBEC a désigné Éco Entreprises Québec (EEQ) comme organisme de gestion désigné (OGD) pour le système modernisé de collecte sélective. EEQ est ainsi responsable de représenter les personnes visées dans leur obligation d'élaborer, de mettre en œuvre et de financer chacun des systèmes modernisés. L'OGD est aussi responsable d'encadrer et de soutenir la gestion des différents produits visés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, sur le territoire québécois, jusqu'à leur valorisation.

Plusieurs étapes sont prévues dans le déploiement du système de collecte sélective modernisée. Pour en savoir plus : <https://www.environnement.gouv.qc.ca/matieres/consigne-collecte/deploiement-collecte-selective.pdf>.

Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2022-2023.

Les compensations versées aux municipalités sont calculées à partir des coûts déclarés pour une année civile.

Les compensations versées aux municipalités au cours de l'année 2022-2023 totalisent un montant de 191.3 M\$.

QUESTION PARTICULIÈRE N°126
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir, pour 2022-2023, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC.

Veuillez-vous référer à la question particulière no 102.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°127
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir l'évaluation du pourcentage de matières orphelines récupéré par les services municipaux et indiquer les démarches de RECYC-QUÉBEC et du ministère pour élargir le régime à d'autres matières orphelines.

Veuillez-vous référer à la question particulière no 103.